

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 6 MARS 1969
N° 402. 1,50 F



6^e Congrès

le
débat

de
Dijon

Sommaire

Luttes ouvrières :

4. Des actions coup par coup.
Jacques Ferlus

Aménagement :

6. Nîmes, un essai de gestion socialiste.
Philippe Laubreaux
7. Un autre urbanisme : les Halles.

Tribunes libres :

9-10-11 :
12-13-14 :
— Pour le « non » au référendum, pour un parti pluraliste.
Victor Fay
— Cessons d'avoir le cul entre deux chaises.
Yvan Craipeau
— Les luttes à l'échelle européenne.
Le Groupe de Bruxelles
— Régionalisation.
Pierre Belleville

— Le capitalisme mutilé les libertés.
M. Rungis

— Ce parti que nous construisons.
Marc Heurgon

Luttes internationales :

15-16. Stockholm : Prague et nous.
J.-M. Vincent
17. L'avenir socialiste du Moyen-Orient.
J.-M. Vincent
— Diplomatie de tartuffes.
Henri Beley

Vie culturelle :

18-19 :
— Lycée : l'affaire du théâtre du 8°.
Marie Bellour
— Le peuple noble : interview de Philippe Oyham-buru.
Marc Echeverry

Notre société :

20. Le métro conteste.
Pierre Moulinier

Renault - Le Mans : à quoi joue la direction

De notre correspondant dans l'Ouest, Albert Danjou

« Un même salaire pour tous sur une même chaîne » : cette juste revendication résume le pourquoi de la grève illimitée des 326 ouvriers spécialisés et régisseurs du bâtiment G.G. de l'usine mancelle de la R.N.U.R. Or, les patrons ne l'entendent pas de cette oreille : ils estiment parfaitement normal, somme toute, que le prix de plusieurs améliorations techniques soit payé par les travailleurs. Voilà, à tout prendre, une illustration originale de la participation.

A première vue, l'affaire paraît simple. Nous sommes le lundi 24 février, les gars du G.G. n'acceptent plus le système des cotations par postes. C'est-à-dire, et ceci dure depuis 1953, la mise au point d'une grille de salaire calculée en fonction du poste tenu. Ainsi deux ouvriers chargés du montage des porte-fusées sur R4 reçoivent un salaire différent selon qu'ils montent le bras gauche ou le droit. Pourtant le travail est identique.

Seulement, au G.G., il y a des travailleurs qui savent se battre pour leur dignité et, lundi, ils démarrent. Démarrage spontané. Ils entament le processus réglementaire : dépôt d'un cahier de revendications, demande de discussion de leurs délégués syndicaux, décidément le patron ne veut pas « dialoguer ». Alors c'est la grève illimitée. Il serait faux, toutefois, d'ignorer que le mouvement prend racine dans les journées du 5 décembre (C.G.T. - C.F.D.T.) et du 12 février (C.G.T.). Au Mans, d'ailleurs, la combativité des travailleurs est réelle, le mécontentement général profond. Déjà, depuis Mai, des débrayages ont eu lieu par secteurs.

C'est notamment la perte d'une prime de nuit ce qui, faisant baisser le pouvoir d'achat des gars du G.G., a inspiré la grève. Ils sont 150 à être directement concernés, les 176 autres les suivent par solidarité.

C'est là que l'affaire cesse d'être banale, se complique. Fût-ce en y mettant la forme voire sans trop perdre la face à la veille de la négociation du 4 mars, la direction — comme c'était le cas jusqu'alors — aurait pu accorder satisfaction aux grévistes.

Elle évitait ainsi la perte de plusieurs milliards que représente l'arrêt de la production, d'autant que la revendication des travailleurs du Mans ne représente pas une fortune. Rien de comparable, en tout cas, à la perte de plusieurs

dizaines de milliers de véhicules. Elle se cabre pourtant et dit non.

Il faut savoir que le bâtiment G.G. représente un secteur-clé de la production de la R.N.U.R. Y sont en effet installées les chaînes de montage d'organes essentiels de la fabrication des R4, R6, R16 : les trains AV et AR. Du même coup, la grève du Mans — et c'est un problème que posera de plus en plus le progrès technique et la spécialisation, c'est-à-dire la moins grande autonomie de chaque secteur — contraint au chômage technique plusieurs départements de la Régie, à Billancourt, Flins, Sandouville. Bientôt, ils seront 12 à 15.000 travailleurs. On notera au passage les sous-entendus de plusieurs radios et de la télévision qui ne manquent pas d'insinuer : « à cause de la grève illimitée de 300 ouvriers du Mans, plus de 10.000 travailleurs de la Régie sont lock-outés ». Et ce lock-out équivaut, du point de vue salaire, au chômage. Eh bien pour nous, pour la section P.S.U. Renault, pour la C.G.T., pour la C.F.D.T., c'est le patron obstiné, le responsable !

D'une grève « sauvage », juste, illimitée, le patronat et le gouvernement veulent déboucher sur la politique.

Plusieurs hypothèses sont permises :

— les monopoles qui tirent les ficelles du pouvoir veulent mettre à profit ce mouvement pour remettre en cause le statut de la Régie : la nationalisation ;

— la direction générale, à la veille du rendez-vous social de Mars, durcit sa position pour ne pas perdre la face et démarrer les négociations en mauvaise position ;

— politiquement, pour le gaullisme, il n'est peut-être pas inintéressant, à la veille d'un référendum qui ne semble pas joué, d'agiter — avec le concours des radios et de la grande presse — le spectre des révolutionnaires au sein de la R.N.U.R. et d'un nouveau Mai toujours possible ;

— diviser la classe ouvrière (les lock-outés par rapport aux grévistes) et casser les reins à un mouvement de masse éventuel.

Il est trop tôt pour pousser plus loin l'analyse. Mais il sera intéressant d'y revenir.

On va certainement assister dans les jours qui viennent, quelle que soit l'issue du conflit, à une campagne de dénigrement au cours de laquelle on affirmera que les

grévistes ont affaibli l'entreprise.

D'autres faits mériteront une réflexion poussée. En effet si la C.G.T. du Mans tout au long de cette affaire est demeurée à la pointe du combat, la C.G.T. de Billancourt, sans retirer aux grévistes son soutien officiel, a révélé une attitude plus équivoque.

On a même entendu des propos contradictoires, selon qu'ils étaient prononcés par les responsables C.G.T. du Mans ou de Billancourt.

Côté C.F.D.T. les syndicalistes manceaux, obnubilés par l'éventuelle menace pesant sur la nationalisation, ont délaissé leur position en flèche de Mai, pour se limiter à une analyse économique.

La journée du lundi 3 mars devait être pour le moins secouée de rebondissements. Au retour du week-end, après avoir tenté par maîtrise interposée au domicile des grévistes, des pressions morales inadmissibles, la direction jouait le grand jeu et développait tout un appareil policier. Le directeur du Mans, le sous-directeur et une cinquantaine de cadres et agents de maîtrise se muaient — mais ce ne fut guère difficile — en flics. Alors qu'ils s'apprêtaient à 4 h du matin à occuper le G.G. et à poursuivre leur grève, les ouvriers furent accueillis par l'état-major directorial arrogant, menaçant. Etat-major triomphant aussi... l'espace d'un temps.

En effet, le climat devait changer en quelques heures, tant et si bien que la direction, qui à 4 h lundi ne voulait pas voir l'ombre d'un syndicaliste, à 14 h revenait sur sa décision. Une nouvelle négociation eut lieu, mais le vote des grévistes lundi soir était hostile à la reprise.

Lundi après-midi, plusieurs centaines de lycéens, à l'appel des C.A.L., vinrent témoigner aux portes des usines leur solidarité avec les travailleurs et furent reçus chaleureusement par ceux-ci, tandis qu'un responsable de la C.F.D.T. leur expliqua le conflit. Auparavant, les lycéens, devant les grilles de la préfecture, avaient manifesté leur désapprobation à la politique gouvernementale exprimée par Edgar Faure en visite au Mans.

La direction de la R.N.U.R. - Mancelle a commis en début de semaine une grave erreur qu'elle risque — quand bien même le conflit en cours trouverait une solution — de payer très cher. □

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolon-ges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 26.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Le vrai dilemme

Christian Guerche

Le 24 mai dernier, la France entière était secouée par les événements que l'on sait. Le Général de Gaulle prononçait un discours, proposant un référendum sur la participation, et avançait quelques-uns des thèmes de la réforme d'aujourd'hui.

Toute révérence gardée — on m'excusera de mes souvenirs — le défilé dans la rue qui avait entendu les propos du Général, se met en chœur à dire « Il a dit n'importe quoi ». Plus sensible qu'on ne le croit à la voix populaire, le Général, manifesta quelque trouble, et écoutant les conseils de Pompidou renonça tout net au référendum, et opta pour la dissolution de l'Assemblée Nationale, et l'organisation des élections législatives.

En quelques minutes, tous ceux qui à gauche comme à droite redoutaient les développements du mouvement en cours, s'engouffrèrent dans la voie qui leur était proposée. On allait voir ce qu'on allait voir. La « gauche montante », la droite centriste (par rapport à quoi ?), tous ceux qui disparus sur le terrain, par haine, par crainte ou par incapacité, s'étaient pendant quelques semaines éloignés ou avaient tenté de freiner le mouvement, respiraient. Les feux électoraux allaient tout remettre en place, et la victoire enfin donnée aux représentants « institutionnels » du peuple. Sans illusions, mais avec le souci majeur de faire apparaître le nouveau courant socialiste, nous avons participé à ces élections. Sans émettre aucun des cris de triomphe, qui déjà retentissaient ici et là. N'est-ce pas François Mitterrand ? N'est-ce pas Louis Aragon ?

On sait ce qu'il en advint.

Mais voilà que la majorité issue du scrutin de juin dernier s'avère incapable de résoudre le moindre des problèmes qui lui sont posés. Un gouvernement falot s'essaye à les résoudre. Tirailé entre la volonté chaque jour moins manifeste du chef de l'Etat et l'apparition dans une nouvelle situation, d'un dauphin qui commence à devenir un rival : Georges Pompidou.

Dans l'Université, la loi Edgar Faure ne réussit qu'à masquer — combien de temps

cela durera-t-il ? — les incroyables contradictions, dans lesquelles l'Université capitaliste se débat. Dans les usines, les résultats de Grenelle, chaque jour plus gravement compromis, créent un climat dont maints observateurs et parmi les plus mesurés du patronat s'accordent à penser qu'il est « dangereux ». Dans le monde agricole, après Edgar Faure, qui avait défait ce qu'Edgard Faure tentait de faire, Robert Boulin propose un nouveau plan, qui n'a comme seul mérite que de défaire ce que ses prédécesseurs avaient projeté.

C'est dans ce climat, qu'en espérant une fois de plus le miracle, le Général de Gaulle a lancé, et imposé à ses ministres, l'idée du référendum.

Référendum-plébiscite. Assurément. Comment pourrait-il en être autrement dans ce régime, tel que de Gaulle l'a voulu, sur le terrain qu'il se choisit et tel qu'il l'impose aux adversaires proclamés du gaullisme.

Mais la mécanique plébiscitaire ne devient possible que dans la mesure où ceux qu'elle vise se prêtent au jeu. Il faut avoir le courage de dire qu'il y a un type de « non au gaullisme », qui n'existe que quand le gaullisme impose sa loi. Alors l'opposition de Sa Majesté se réveille et pousse les cris nécessaires. Elle croit ainsi signifier quelque chose. Elle espère prendre date ou se refaire une virginité. Elle participe. Et en créant le brouhaha nécessaire, elle facilite le jeu de l'adversaire.

Mais par contre, quand les conflits véritables apparaissent, à l'Université comme à l'usine, elle en appelle au bon sens ; et pourquoi pas au bon vieux fonds moral, qui nous le savons tous « par-delà ce qui nous différencie, constitue ce qui unit les bons Français ».

Et c'est ainsi que très tranquillement on reconstitue le cartel des non, qui va de Waldeck Rochet à Tixier-Vignancourt en passant par Guy Mollet et Lecanuet.

Et très tranquillement encore on susurre, mais bientôt on le dira fort, sur le même ton triomphaliste de juin dernier, que

les non risquent de l'emporter et qu'une situation nouvelle sera créée en France.

C'est ainsi faire ce que le Général souhaite très précisément.

Car enfin nous voici une fois de plus devant la manœuvre la plus classique du chef de l'Etat. Prendre un certain nombre d'idées nées à gauche concernant la nécessaire autonomie de nos régions, comme la disparition du Sénat remplacé par une assemblée d'un tout autre type. Les vider de l'essentiel de leur contenu. Les articuler autour d'un projet qui n'est qu'une caricature de ce que le pays — même gaulliste — pouvait désirer. Et emballer le tout, en le présentant tantôt comme révolutionnaire, tantôt comme un « référendum législatif » auquel le chef de l'Etat ne lie pas son destin.

Mais en définitive apparaître — ou essayer d'apparaître — comme celui qui invente pour l'avenir, qui crée de nouvelles structures, qui modifie le devenir de notre pays.

La farce est tellement grosse, que l'on se met à espérer — une fois n'est pas coutume — que la gauche socialiste, la seule qui nous intéresse ici, va décider de ne pas se laisser prendre au jeu. Qu'elle va comprendre ce que, d'évidence, le pays ressent : à savoir une immense indifférence devant des astuces périmées.

Mais non. A la recherche d'une victoire qu'elle ne peut obtenir, faute de la rechercher sur les vrais terrains de bataille, elle préfère se donner bonne conscience, en *feignant* d'attaquer le gaullisme.

Nous n'avons pas voulu, au Bureau National du PSU, nous prêter à ce jeu, qui est celui-là même que le régime recherche. En décidant de demander au Congrès de se prononcer pour le vote blanc, nul ou l'abstention, nous sommes conscients de la difficulté de la solution que nous proposons.

Elle n'est pas de notre fait. C'est la gauche tout entière qui aurait dû faire éclater aux yeux du pays le trucage qui va nous être une fois de plus imposé. Une fois encore elle aura manqué du courage et de l'imagination qui s'imposaient.

Des actions coup par coup

Jacques Ferlus

Nous avons relevé ici (T.S. n° 400) le nouveau départ des actions revendicatives. C'est bien d'un départ dont il s'agit. Les derniers jours de février ont vu les luttes se développer et se durcir. Certes, l'approche du rendez-vous de mars n'y était pas étranger, mais lorsque les travailleurs décident ces actions, ce n'est pas seulement pour donner du poids à leurs organisations syndicales. Le mécontentement, voire la colère, est de plus en plus grand dans les différents secteurs.

La grève de Renault

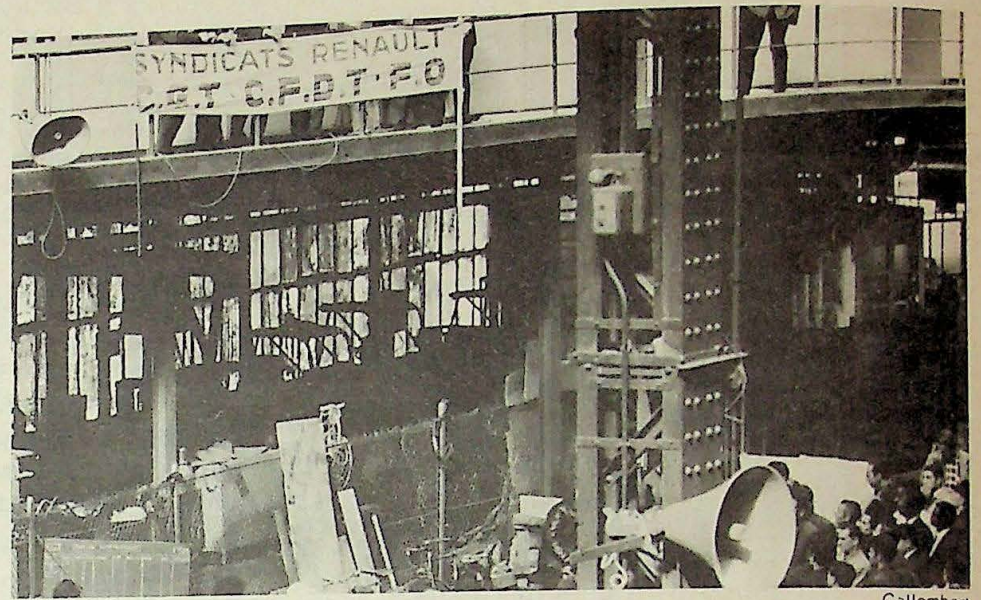
L'action la plus forte est celle de Renault. Sans crier gare, 326 travailleurs du Mans se croisent les bras. Quelques jours avant le 4 mars, c'est la revendication de la répartition des salaires qui est mise en avant. La direction de la Régie décide le lock-out des autres usines. En quelques jours, 326 ouvriers ont paralysé la production. On voudrait bien y croire. Car il faut se souvenir qu'en juin on a tout fait pour faire redémarrer les usines une à une, quand ce n'était pas atelier par atelier. Le récent lock-out apparaît donc comme une mesure uniquement répressive. Ou bien c'est en juin que l'on s'est moqué des travailleurs. Quoiqu'il en soit, Gouvernement et patronat doivent être inquiets des répercussions possibles de cette grève. Tout conflit chez Renault est dangereux, car les travailleurs de la Régie ont souvent joué un rôle de guide dans la revendication.

L'inquiétude règne aussi du côté de Citroën. Les syndicats ouvriers sont prêts à mettre le feu aux poudres si on continue à se moquer d'eux. Ils viennent de passer plusieurs mois à négocier un accord d'entreprise dans lequel la direction prend un malin plaisir à multiplier les dispositions anti-grèves. Dans ces conditions, seuls les syndicats indépendants ont signé cet accord. Ce qui va se passer risque d'être intéressant, d'autant plus que la majorité des travailleurs a trouvé la bataille du printemps payante.

L'aérospatiale après Concorde

Autre secteur assez agité : l'aérospatiale. Des dizaines de milliers de travailleurs viennent de voir leur avenir s'envoler dans les fumées du Concorde. Le chômage menace dans toutes les entreprises, et particulièrement à Sud-Aviation. Que va-t-on construire après Concorde ?

La situation n'est pas meilleure pour l'aérospatiale militaire. Dassault vient de décider la fermeture



Collombert

de son usine de Martignas (Gironde), 210 salariés vont être licenciés. L'embargo sur les armes destinées à Israël fait qu'il n'y a plus de demandes pour les engins sol-sol fabriqués dans cette usine. Israël était donc le seul client ?

Dans toutes les usines de l'aérospatiale, les travailleurs organisent des mouvements importants. Le dernier en date est celui de Bordeaux où 4.000 salariés ont manifesté dans la rue. Mais, pour l'instant, personne n'est en mesure de donner aux 100.000 salariés de cette branche le moindre espoir d'un avenir serein.

Dans le secteur public

Le secteur public n'est pas en reste. Les dernières négociations sur les salaires ont été un échec, ce qui explique les tentatives faites pour ne pas leur accorder une grande importance. A la S.N.C.F., la grève surprise du réseau sud-est (au fait qu'est devenu le préavis de cinq jours?) laisse prévoir des mouvements plus importants, notamment au moment où on abordera dans le détail le projet de réforme de la société nationale. Et les cheminots ne devront pas se retrouver seuls à combattre ce projet.

Aux P.T.T., des conflits éclatent un peu partout. Le dernier en date est celui du centre de tri de Toulouse. Les mauvaises conditions de travail (manque de personnel et d'équipements) ont provoqué une grève de 48 heures largement suivie.

L'E.D.F.-C.G.T. vient de demander aux autres centrales de se prononcer sur le principe d'une grève de 24 heures, dans le but de répliquer aux positions de l'Etat-patron au cours des dernières négociations. La plate-forme commune à tous les syndicats peut laisser espérer qu'on ira très loin dans la revendication.

Des dizaines de conflits

Depuis le 3 mars, les travailleurs des ports mènent une semaine d'action qui perturbera quelque peu le trafic maritime. Le 12 mars, le papier-carton sera en grève. Les salariés demandent la révision de la grille des salaires et veulent amener le patronat à prendre des mesures concernant les 1.100 licenciements prévus dans cette branche.

Il faut également citer Deberny et Peignot (imprimerie-fonderie) où plusieurs jours de grève ont forcé la direction à revenir sur 13 licenciements. Sur une revendication de hiérarchisation des salaires, 97 % du personnel des moteurs Bernard (Rueil) s'est mis en grève. A Air-Equipement (Asnières), des actions syndicales s'organisent pour lutter contre une décision de compression du personnel.

On pourrait citer des dizaines d'autres exemples. C'est dans ce climat social, qui se pourrit peu à peu, qu'a lieu le rendez-vous de mars.

La tactique des actions coup par coup, par branches ou par secteurs, semble actuellement plus efficace qu'une grande démonstration générale. Le patronat et Maurice Schuman, le grand ami des ouvriers, doivent faire face de tous les côtés à la fois et vivent dans la crainte d'un développement des conflits. Certes, l'opinion n'est peut-être pas suffisamment sensible à ces actions, mais ce n'est sans doute pas là le but essentiel. L'important est de mobiliser des travailleurs sur des objectifs précis, de leur faire prendre conscience de leur force par les coups rapides et précis qu'ils peuvent porter. C'est ainsi que se prépare la suite. Dans ce sens, la lutte actuelle est efficace. □

A bas Nixon !

La venue à Paris de Nixon, responsable de l'agression perpétrée au Vietnam par les impérialistes, la collusion hautement affirmée entre de Gaulle et les Américains, constituaient des provocations qui ne pouvaient pas rester sans réponse. L'ampleur de la réplique, rendue difficile par la mise sur pied de forces de répression importantes, par les menaces d'arrestation préventives frappant les militants de gauche, dépendait en fin de compte de l'attitude que prendrait le Parti Communiste.

Celui-ci se fit longtemps tirer l'oreille, n'envisageant que des pétitions ou des distributions de tracts. Il fallut la réussite, le vendredi après-midi 28 février, d'une manifestation organisée par les Comités d'Action parisiens de l'U.N.E.F., pour que la direction du P.C.F. improvise pour le lendemain samedi un rassemblement à la République. Le P.S.U., l'U.N.E.F., les organisations révolutionnaires lançaient de leurs côtés des mots d'ordre convoquant leurs militants à cette manifestation. Il était donc permis — malgré les désaccords qui séparent ces différents mouvements — d'effectuer sur un mot d'ordre précis — la solidarité avec le peuple vietnamien dans sa lutte contre l'agression impérialiste — une manifestation de masse à caractère offensif. De fait, plus de 30 000 manifestants se regroupaient samedi à 16 h, aux abords de la République. La déception fut grande pour des milliers d'entre eux : on leur offrit un cortège toléré par la police, avec à sa tête, entouré de drapeaux tricolores, l'état-major communiste. Waldeck Rochet, Duclos, Marchais, les membres du Comité Central se promenaient souriants, donnaient des interviews, saluaient de la main ; quelques centaines de mètres derrière, le service d'ordre du P.C.F. frappait brutalement un membre du C.P.N. du P.S.U. qui dans le cortège, avait osé crier « F.L.N. à Saigon ».

Devant la place de la Nation, la procession se trouva en face d'un barrage de police. L'ordre de dispersion fut immédiatement donné par Marchais. Pour les militants de mai, regroupés par-delà les frontières de leurs organisations, pareille capitulation n'était pas admissible. Il n'y eut nul besoin de conciliabules et ce fut une ruée : en cinq minutes 10 000 d'entre eux, courant par les rues transversales, se regroupaient rue Saint-Antoine. Pendant deux heures, parfois marchant, le plus souvent courant, les manifestants traversèrent Paris, du bd Diderot à Denfert-

Rochereau, clamant des mots d'ordre contre l'impérialisme US et ses alliés gaullistes, hissant sur les poteaux des drapeaux du F.L.N. ou de la R.D.V., couvrant les murs de slogans révolutionnaires. La police surprise mit longtemps à intervenir et déjà tous s'étaient dispersés. Décidément le « gaullisme » dont parle le P.C.F. se porte bien. Peut-être parce qu'il ne compose pas, à partir du moment où il s'agit de la solidarité avec le Vietnam. □

Gardanne un crime ?

Mardi 25 février, six hommes ensevelis à la mine de Biver, près de Gardanne.

Le dernier jour où nous avons pu aller à la mine avec nos camarades, le dimanche 2 mars, on avait retrouvé la caisse à outils d'un des six hommes. Ces six hommes sont jeunes (le plus âgé a 40 ans) et quatre d'entre eux ont des enfants en bas âge. L'accident, un « coup de toit », fait partie de la vie de la mine. Pas de semaine sans blessés. Mais dans ce cas et dans d'autres on doit se poser un certain nombre de questions. On se les pose à la mine, après avoir commencé à organiser la solidarité. Sur le carreau avec nos camarades nous avons entendu dire « c'est un crime ».

La mine de Gardanne : la plus moderne d'Europe ou une des plus modernes ! Surtout parce qu'elle est réservée à l'expérimentation de nouveaux matériels, fournis gratuitement par des entreprises privées qui les revendent ensuite dans le monde entier (exemples : havéuse « Marietta », convoyeur « Rhuftader », le plan Marchant...).

La galerie où ont été ensevelis les six hommes est à — 530 m. Exploitée en deuxième taille, son toit, descendu de 6 m à 3,5 m, était déjà ébranlé par la première exploitation. Si l'on avait boisé, même en cas de « coup de toit », les six hommes auraient probablement été épargnés. Mais lorsqu'on boise il devient impossible d'utiliser le puissant « mineur continu » qui a un rendement supérieur. Celui qui était utilisé lors de l'accident, d'origine américaine, était en expérimentation et avançait très lentement du fait de pannes fréquentes. Le procédé de soutènement est alors le vissage du plafond, qui ne résiste pas aux « coups de toit ».

Y a-t-il crime ou pas ? Cela est l'affaire éventuellement de la justice. Ce qui est plus important est de considérer, ici comme ailleurs, que la vie même des travailleurs est sacrifiée aux impératifs de production, sous forme de rendement ou bien d'expérimentation. Le danger était connu, mais parce que le travailleur ne dispose que de sa force de travail, l'espoir d'un meilleur salaire a fait accepter le risque. Un mineur proche de la retraite nous a dit : « Moi qui n'ai rien à perdre, j'aurais refusé d'y aller. » Pour prendre un autre exemple, qui ne présente pas le caractère d'un drame, à la SESCO à Aix (1 100 personnes) la rémunération comprend entre autres, un salaire horaire de base auquel s'ajoutent des points horaires. Ces points ne sont pas attachés à la qualification mais au poste, si bien qu'une ouvrière capable de tenir des postes à 8 points peut voir son salaire diminué si les nécessités de production la font se trouver à un poste à 4 points.

Bien sûr, à la mine, des mesures sont prises pour assurer la sécurité. Des réunions ont lieu périodiquement. Mais les mineurs qui y participent et font des critiques sont marqués à l'encre rouge par la direction. Si bien que ces réunions sont devenues de pure formalité sans effet réel. Le contrôleur des mines prévient d'ailleurs avant chacune de ses inspections. Pour améliorer les statistiques d'accidents, la direction avait aussi institué des primes de sécurité. Mais pour les toucher, les équipes dissimulaient les blessures légères : il y avait moins de blessés mais cela coûtait trop cher à la direction. Elle a arrêté les primes.

De toute façon, un autre risque se présente. L'exploitation deviendrait moins rentable si les méthodes modernes, s'avérant trop dangereuses, n'étaient plus employées. Cet accident peut précipiter la fermeture de la « grande mine » déjà envisagée par les Charbonnages de France. Inutile de préciser que rien n'a été prévu pour une éventuelle reconversion des travailleurs.

Face à cette situation : sécurité insuffisante, risque de licenciements, le jeu des institutions légales n'est pas suffisant. Ainsi le délégué mineur ne peut que « constater » et n'a aucun pouvoir, même lorsqu'il « mange » avec le patron. Une seule solution : le contrôle ouvrier, c'est-à-dire refuser les objectifs de la direction, refuser que tout soit sacrifié à la production, refuser en fin de compte la conception capitaliste de l'économie, c'est aussi exiger une autre société, la société socialiste.

De notre correspondant d'Aix-en-Provence.

Un meeting du PSU à Villeneuve-Saint-Georges

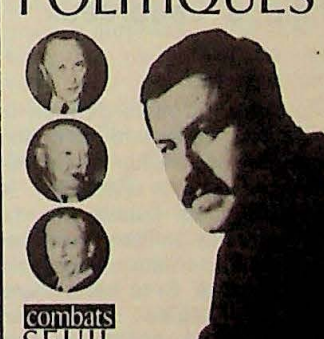
Depuis le début de la grande campagne de meetings organisée par le P.S.U., nous avons connu un certain nombre de commandos C.D.R. ou fascistes, pas encore de commando communiste. C'est fait. La direction communiste du Val-de-Marne a considéré comme intolérable que le P.S.U. veuille s'exprimer dans une banlieue ouvrière où le P.C.F. a de fortes positions : c'est toujours la théorie de la chasse gardée, du cordon sanitaire établi autour de militants que l'on sent troublés par le ballon oxygène donné au gaullisme menacé d'asphyxie en mai, par le soutien assuré à la politique de participation dans l'Université à l'occasion des élections Faure, par la frénésie avec laquelle le P.C.F. se rue dans le piège gaulliste du référendum, renouvelant à cette occasion l'ancienne opération du « combat des non ». La preuve vivante du trouble créé par une telle politique, c'était la présence dans ce meeting d'André Barjonet. Il fallait l'empêcher de parler. Une cinquantaine de militants communistes triés, conduits par le responsable fédéral, arrivés dans la salle avant l'heure, ont organisé le chahut pendant plus d'une heure, se bornant à injurier et à crier, refusant d'expliquer politiquement leur position comme à maintes reprises le leur proposa Marc Heurgon. Cette provocation avait manifestement pour but de susciter une réaction du service d'ordre ; on aurait alors crié aux martyrs ; des photographes avaient été convoqués à cet effet. Le calme des militants et sympathisants P.S.U., la réprobation de nombreux travailleurs venus pour s'informer et appelés à juger sur pièce la curieuse conception de la liberté d'expression que se fait le P.C.F., provoquèrent au bout d'une heure la retraite un peu honteuse des perturbateurs. La réunion se poursuivit alors jusqu'à plus de minuit, Barjonet et Heurgon répondant aux nombreuses questions posées par l'assistance.

Nous n'avons nullement l'intention de grossir cet incident, qu'il faut peut-être porter au passif de permanents trop zélés à interpréter les consignes distillées chaque jour dans « l'Humanité » à l'égard de tous les militants de mai. Il faut pourtant que le P.C.F. soit prévenu que des procédés de ce

genre ne nous feront pas taire : au cours des semaines prochaines, le P.S.U. avec les orateurs de son choix, tiendra une série de meetings d'information, dans toute la banlieue parisienne, comme il l'a déjà fait à Saint-Denis et à Villeneuve-Saint-Georges, chaque fois devant plus de 300 assistants. □

COLLECTION
combats
dirigée par Claude Durand

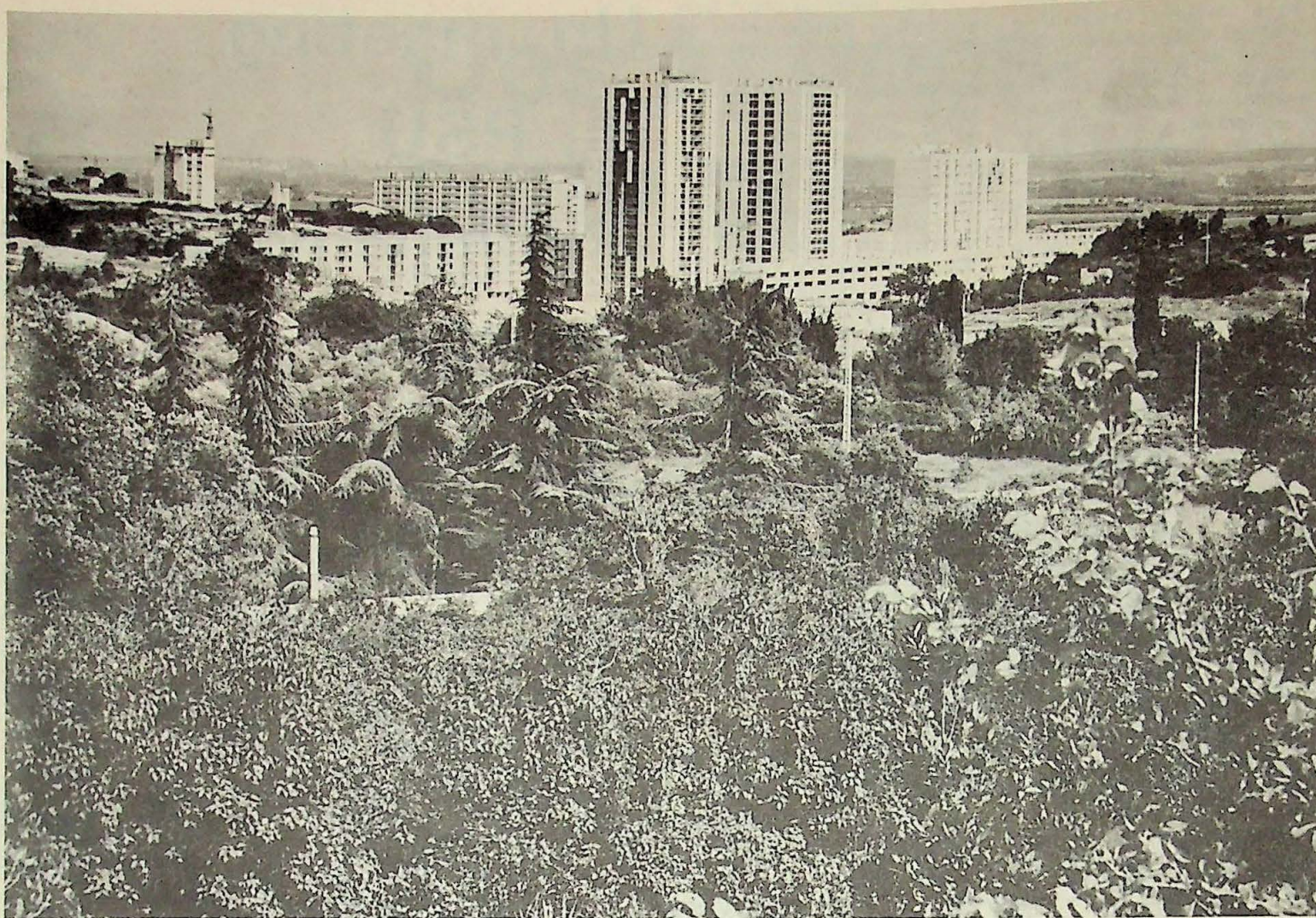
GUNTER GRASS
ÉVIDENCES
POLITIQUES



combats
SEUIL

l'Allemagne des faux miracles

un volume 15 F
SEUIL



Aménagement

Nîmes : un essai de gestion socialiste

Philippe Laubreaux

Au début du mois dernier, la Rencontre nationale d'action municipale de Melun engageait le débat dans le Parti sur la signification et l'utilité de ce type de lutte militante en regard de l'orientation générale de nos efforts. Si le bilan d'une expérience isolée ne permet pas de clore la discussion, elle la nourrit néanmoins et nous autorise à mieux peser les facteurs positifs et les aléas d'une participation minoritaire dans une coalition municipale.

Une cité privilégiée

Nous avons pu juger du dynamisme de la ville de Nîmes au cours d'une visite organisée à l'intention d'une dizaine de journalistes parisiens spécialisés dans les problèmes industriels et d'aménagement. Sa situation en fait une cité privilégiée dans toutes les hypo-

thèses de développement moderne. A 240 km de Lyon, à 120 de Marseille et 80 de Sète, elle est bien ce lieu où l'on choisit sa route au gré du point de vue que l'on souhaite rallier. Le passage des touristes en été, sur la route de l'Espagne ou de la Méditerranée, confirme d'ailleurs ce rôle de « ville-étape ». Il n'est donc pas très étonnant que les Nimois aient fort mal pris les projets gaullistes de régionalisation. Aspirant à jouer leur essor dans le cadre d'une métropole moderne, ils se verront certes reconnu le droit de désigner l'un des leurs au Conseil Régional mais seront du même coup exclus de la désignation des représentants du Gard. Il y a donc toutes chances que, là comme ailleurs, les notables villageois ne voient leur poids accru.

Les considérations politiques joueront bien entendu en faveur

du pouvoir qui admet mal d'être frustré de la gestion de Nîmes depuis 1965. Il faut dire que la situation municipale est des plus précaires puisque le gaullisme représente ici 40 % environ tandis que la droite, sous toutes ses formes, du centrisme à quelques hommes de la défunte F.G.D.S., totalisent environ 10 %. La municipalité repose donc sur la moitié de l'électorat, composé des communistes pour 43 % et de notre Parti pour les 6-7 % restants. De justesse donc, une liste d'union démocratique a pu être élue, comprenant 19 communistes, dont le maire et 5 adjoints, 7 P.S.U. dont 2 adjoints et 11 divers gauche, dont 4 adjoints. Comme on le voit, la part laissée à nos camarades dans la gestion réelle de la ville n'était pas très importante. Néanmoins, une action effective a pu être entreprise à partir de bases de départ réduites.

Participation des habitants

Au cours d'un déjeuner du genre « face à la presse », notre camarade Compère répondit à toutes les questions qui lui furent posées sur les choix de la municipalité. Ceci lui permit notamment de faire observer que la coloration d'un Conseil municipal prédispose automatiquement ses choix de gestion. Ainsi, dans le cas de Nîmes, l'action a porté en priorité sur les réalisations sociales et sur la participation des habitants aux décisions les concernant. Ceci n'est pas sans rapport avec l'action du P.S.U., devenu en mai dans le chef-lieu du Gard, le centre de débat et d'action de toutes les forces de mouvement. Le goût du forum ne s'est pas perdu dans cette ville méridionale et, un peu partout, sont nés des Co-

mités de quartiers. Leur élection spontanée s'est faite très généralement sur des revendications précises concernant l'habitat ou les conditions de vie, en particulier dans la toute nouvelle Z.U.P. (Zone à urbaniser en priorité).

Expansion, social et jeunesse

Les élus ont alors cherché à engager le dialogue direct, le substituant à la fausse discussion qui existait entre l'administration municipale et les habitants. C'est ainsi que le budget de la ville a été présenté et discuté dans les Comités de quartier. Cette expérience mérite d'autant plus d'être remarquée qu'elle se situait à un moment où la fiscalité locale était augmentée d'environ 10 % à la fois pour faire face aux investissements nécessaires pour l'avenir et pour tenter de rattraper le retard qu'avait laissé s'accumuler la gestion de la municipalité précédente. Mais rien ne fut épargné pour donner son sens à ce débat : nomination d'un adjoint spécialement chargé de ces questions d'information, réunions spéciales organisées, sortie d'un journal municipal bimestriel exposant systématiquement les décisions prises, etc.

Notre Parti, quant à lui, avait choisi d'orienter ses efforts spécialement dans trois secteurs : l'expansion, les affaires sociales et la jeunesse. On voit bien la liaison qui existe : on ne peut promouvoir des réalisations sociales qu'avec une politique d'expansion, mais cette politique n'a de signification que mise au service de la jeunesse. La rénovation entreprise par la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc des terrains agricoles du Gard, le rôle pilote joué par le Marché d'intérêt national de Nîmes, l'aménagement de la zone industrielle de Nîmes-Saint-Cézaire et les efforts faits pour y attirer les emplois nécessaires ne peuvent être compris qu'en parallèle avec des projets remarquables enfin sortis des tiroirs. Ainsi, le tout nouveau Centre de soins Serre Cavalier, d'une conception sans égale en France, rompant enfin avec la tradition des hospices, antichambres de la mort, doit beaucoup à l'action des adjoints P.S.U.

Les militants P.S.U. à Nîmes sont ceux qui poussent à ce que la population ait la possibilité d'empêcher certaines mesures, d'en corriger d'autres, de proposer des orientations conformes à leurs soucis, de rompre avec les tentatives de sectarisme et de colonisation de la mairie communiste. Ils sont ceux qui proposent toujours d'informer les gens des réalisations effectuées à leurs services en fonction des choix politiques qui sont sans ambiguïté ceux des socialistes. La population de Nîmes ne s'y trompe pas et sait reconnaître ceux qui lui préparent un avenir meilleur. Y a-t-il d'autres voies à explorer ? Il appartient au Parti de les définir et de les expliquer. □

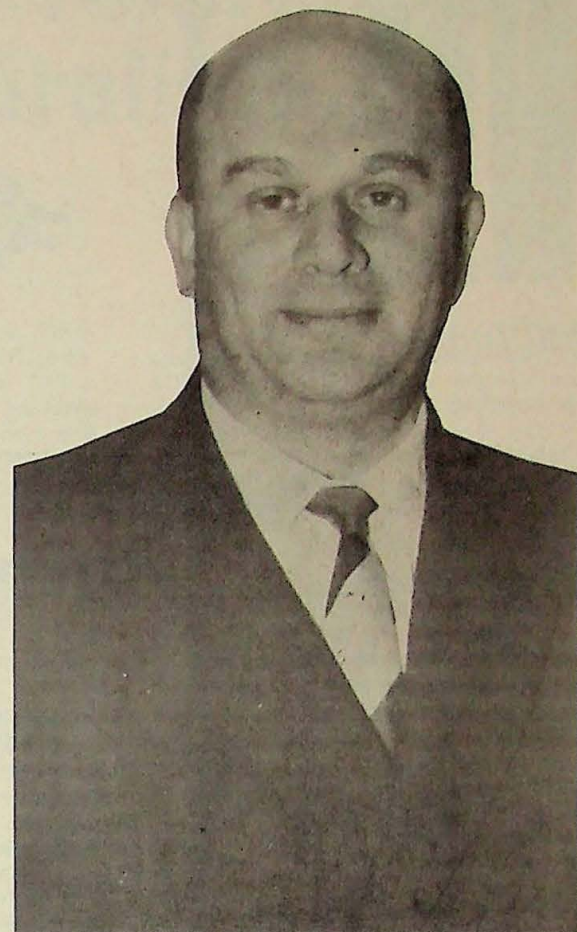
Un autre urbanisme : les halles

Les micros se sont tus. La lutte commence. Le transfert des halles de Paris à Rungis, mené à grand renfort de publicité et de guerre des ondes, appartient déjà à l'histoire.

Rarement opération de cette importance aura été menée, rarement autant de passions auront été soulevées sur la destinée d'un quartier. C'est que jamais une telle possibilité ne nous aura été offerte de penser le cadre de vie, le centre de notre métropole pour autant que les pirates des affaires, les inconscients du négoce ne viennent y accaparer le bien public.

Nous avons déjà lutté pour éviter une telle spoliation. Chacun se souvient des efforts permanents de notre camarade

David Weill, conseiller du secteur, pour imposer un débat public sur les orientations, des mesures rationnelles et garantissant les intérêts de la population laborieuse qui habite ce quartier. Il est plus que temps qu'un programme précis de réhabilitation du quartier au service des classes laborieuses de la région parisienne soit mis sur pied. C'est dans cet esprit que la contribution de nos camarades des sections du centre de Paris, qu'on lira ci-dessous, prend tout son sens. Elle s'inspire de la phrase de Le Corbusier qui devrait réunir bien des volontés socialistes : « La socialisation trouvera dans l'urbanisme son aide, son tuteur, ses démonstrations et ses preuves ». P.L.



David Weill

L'aménagement des Halles est un élément clef et un exemple frappant de la tendance fondamentale du régime gaulliste à promouvoir l'aménagement urbain, et notamment celui de la région parisienne, en fonction des intérêts de la classe capitaliste dominante.

Cet urbanisme a visé à concentrer dans le cœur de Paris, et dans les Halles en particulier, certains postes de commandement de l'économie capitaliste et des centres de décision de l'appareil d'Etat. Dans le même temps, il rejette et disperse les travailleurs dans des banlieues dorts de plus en plus lointaines.

Cette politique de classe apparaît non seulement aux Halles, mais dans toutes les opérations de rénovation urbaine sans exception, actuellement réalisées à Paris (Belleville, Ménilmontant, Front de Seine, Maine - Montparnasse, Place d'Italie, etc.).

La V^e République, par une mesure gouvernementale qui est venue briser une longue carence du Conseil de Paris, paralysé par les luttes d'intérêt, a décidé en 1959 le transfert des Halles de Paris à Rungis. Reconnaissons qu'il s'agissait d'une mesure d'intérêt général.

L'Administration a eu, depuis, dix ans de réflexion.

Qu'a-t-elle fait ?

Rien. Si ce n'est laisser les différents groupes de pression et les intérêts particuliers s'emparer du problème.

Cette politique a conduit aux projets préfectoraux qui prévoyaient :

— la « Rénovation » permettant la démolition sur 32 hectares, risquant d'entraîner le départ de 18 000 habitants ;

— l'implantation du ministère des Finances et de nombreux immeubles de bureaux ;

— la destruction irrévocable d'ensembles de valeur historique et architecturale au profit de projets d'architecture « monumentale ».

Le P.S.U. a très tôt dénoncé cette action qui a pour conséquence :

— d'exclure systématiquement du quartier la partie de la population aux revenus modestes ;

— de faire du quartier des Halles le point central des activités capitalistes de Paris.

L'aménagement du quartier des Halles et du centre de Paris, l'aménagement de la cité en général, doivent devenir l'affaire de ses habitants.

La campagne qui s'est peu à peu développée (expositions, débats, manifestations) à l'initiative des habitants du quartier, et l'action incessante menée par David Weill, conseiller P.S.U. du quartier, a fait reculer l'administration. Le Conseil de Paris, en octobre 1968, a adopté des mesures importantes dont certaines doivent permettre d'éviter le pire :

— la zone de rénovation est réduite de 32 à 13 hectares. Les démolitions concerneront cependant encore plus d'un millier d'habitants ;

— les rues Saint-Denis et Saint-Martin ne seront plus rayées de la carte au niveau des Halles ;

— le ministère des Finances est refusé ;

— une bibliothèque de lecture publique est prévue sur le plateau Beaubourg, mais un centre de commerce international près de la Bourse du Commerce a été accepté.

Programme d'action du P.S.U.

Pour nous, socialistes, l'intérêt de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs, doit être la ligne directrice pour la

définition d'un urbanisme ayant pour souci les problèmes des hommes et non le prestige ou l'argent.

Le P.S.U., sans prétendre définir un programme précis d'aménagement pour le quartier des Halles, affirme avec force que seul le pouvoir des travailleurs et une politique socialiste sont capables de mener à bien une politique harmonieuse d'urbanisme et d'emploi au service des masses populaires.

Pour le présent, le P.S.U. entend développer des actions sur un certain nombre de points. Il s'agit de promouvoir et d'organiser avec les militants, les élus des organisations populaires et la population laborieuse du quartier, le **contrôle populaire municipal**.

Au sein du Conseil municipal, l'action du P.S.U. consistera notamment à jouer sur certaines contradictions qui sont apparues entre le Conseil et l'Administration centrale, pour obtenir, en s'appuyant sur la pression populaire, des décisions conformes aux intérêts de la population laborieuse.

LE P.S.U. LUTTERA POUR :

— que le problème des Halles soit repensé dans le cadre du Schéma Directeur de Paris et du Schéma Directeur de la région parisienne. Ces deux documents sont d'ailleurs à l'heure actuelle en profonde contradiction ;

— que le sol demeure la propriété exclusive de la collectivité, afin d'exclure toute possibilité d'appropriation de plus-values foncières par les promoteurs privés ;

— que les démolitions d'immeubles soient justifiées en règle générale par des raisons impérieuses de salubrité et non pour libérer des sols à des fins spéculatives ;

— que le relogement des personnes expulsées pour cau-

se de destruction d'immeubles soit étudié dans le cadre d'une politique générale de rénovation et de réhabilitation des différents quartiers de Paris. L'aménagement du quartier des Halles doit être l'occasion d'imposer une pratique et des méthodes excluant les résultats actuels, constants, de la Révolution urbaine qui sont : le rejet, de gré ou de force, des ménages les moins favorisés et plus généralement des personnes âgées ;

— imposer le respect de la décision du Conseil de Paris concernant le maintien de la composition sociologique actuelle du quartier. Une attention et des mesures particulières doivent être adoptées en faveur des personnes non actives jouissant de ressources modestes ;

— que l'amélioration, **nécessaire et urgente**, de l'habitat exclu de la démolition, soit menée de façon à ce que les habitants aux revenus modestes ne soient pas contraints de quitter le quartier en raison de l'insuffisance de leurs ressources pour payer des loyers et des charges qui seront considérablement augmentés à la suite des travaux. Nous estimons qu'une politique de réhabilitation du parc immobilier, excluant toute opération somptuaire, est possible pour la plupart des logements de cette zone ;

— que le tracé du métro express régional soit modifié, car la présence au point central de Paris d'une gare recevant 80 000 personnes à l'heure développerait une pression irrésistible pour le développement d'un quartier d'affaires et de bureaux dont le projet de créa-

tion d'un centre international de commerce n'est qu'un des éléments. La vocation des Halles n'est pas de devenir un super-quartier Saint-Lazare. Il faut lutter pour obtenir que :

1) la gare du R.E.R. soit reportée à la périphérie du quartier Centre rive droite et pour que le chantier de la gare ne soit pas ouvert ;

2) le centre international de commerce ne soit pas construit au centre de Paris ;

— que l'incertitude qui pèse sur l'aménagement du quartier n'entraîne pas sa transformation en un chantier permanent et ne le vide de toute activité sociale. Il faut susciter la création de plusieurs types d'activités, culturelles, artistiques, artisanales, commerce de détail, etc., qui devront s'implanter, même à titre provisoire, dans les pavillons et les locaux des grossistes, dès mars 1969 ;

— qu'une partie importante des espaces disponibles soit utilisée pour mettre en place un ensemble d'équipements collectifs et l'aménagement d'espaces verts dont l'absence est particulièrement grave dans cette partie de la ville. Certains pavillons Baltard, témoins précieux des débuts de l'architecture métallique, doivent être conservés. Ils pourront devenir, provisoirement ou non, les « parapluies » qui abriteront les activités les plus diverses à créer dans Paris et ce sous le contrôle de la population laborieuse ;

— que le reclassement des travailleurs des Halles, licenciés à la suite du transfert à Rungis, qui font les frais de la rationalisation du travail, soit assuré. □

Réunions et meetings

Samedi 8

Hauts-de-Seine : 9 h. Congrès Fédéral au Palais des Sports de Levallois (métro : Louise-Michel).

Caen : meeting avec Abraham Behar et André Barjonet.

Dimanche 9

Yvelines : 9 h. Congrès Fédéral à la salle des Fêtes de Porcheville (autoroute de l'Ouest, sortie à Epône). Déjeuner et garderie d'enfants sur place.

Mercredi 12

Cahors : meeting avec Robert Châpuis.

Limoges : meeting avec Jacques Malterre.

Vendredi 14, samedi 15 et dimanche 16

Dijon : VI^e Congrès National du P.S.U.

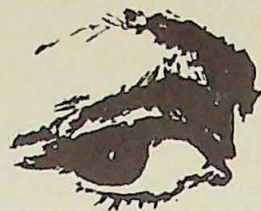
En bref

La Commission Nationale Santé du P.S.U. poursuit ses travaux et vient de faire paraître deux documents qui seront fort utiles aux militants dans leur action sur ce point.

- Le Bulletin de liaison « Santé », sous forme d'un supplément au **Courrier du P.S.U.**, contient les prises de position les plus récentes du Parti dans le domaine sanitaire. Prix : 4 F.

- Les propositions du P.S.U. sur la Sécurité sociale, document de 15 pages, vient également d'être édité. Prix : 1,50 F.

Les commandes sont à passer à **Tribune Socialiste**, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e.



Le PSU au microscope

Philippe Guyot

Une fédération qui s'affirme

Au moment où elle va tenir son 2^e Congrès, le cas de la Fédération du Val-de-Marne est doublement intéressant. Importante en nombre, mais sans atteindre la densité de problèmes des « monstres » de Paris ou des Hauts-de-Seine, ou même d'une très grosse fédération de province ; dynamique, mais sans avoir été confrontée encore à une grande lutte sociale ou politique locale, elle se situe dans la moyenne des organisations fédérales du Parti. Mais aussi, elle présente, dans la région parisienne, un visage particulier : lors de la décentralisation des nouvelles fédérations en 1965, elle est la seule qui dut partir à peu près de rien, du moins dans son encadrement. Elle ne bénéficiait d'aucun cadre de l'ancienne fédération de Seine-Banlieue, elle ne disposait d'aucun représentant propre au C.P.N. — on conviendra que les trois membres du Bureau National, issus du Val-de-Marne, avaient d'autres soucis que l'animation de leur fédération — et, par là même, ne bénéficiait d'aucun acquis préexistant et avait à construire seule son devenir.

Où en est-on deux ans après ? En vérité, le bilan est difficile à établir. Chacune des 25 sections du Val-de-Marne a ses caractéristiques propres ; il en est de vivantes et d'autres en sommeil ; certaines ont une action réelle dans leur commune et sont accrochées aux revendications des populations avec lesquelles elles vivent, d'autres se cantonnent dans des débats très généraux, sans prise directe avec l'action sociale ; des communes ont des animateurs dynamiques, souvent venus récemment des milieux chrétiens, d'autres reposent encore sur de vieux cadres, etc. Mais, ce qui est le plus frappant, c'est la quasi-impossibilité d'opérer une synthèse, de cerner véritablement la vie du P.S.U. sur le plan départemental.

La raison essentielle sem-

ble bien être dans les difficultés de fonctionnement de la direction fédérale. Le Bureau tente d'animer la vie des sections, réunit régulièrement les responsables mais il n'a pas toujours les moyens de son action, ses membres, peu nombreux, sont surchargés de besognes diverses. Et surtout, ils ne peuvent s'appuyer sur une instance fédérale représentative. La Commission Exécutive, élue il y a deux ans, ne répond pas aux besoins du Parti.

Jacques Pietri, le secrétaire de la Fédération, a tenté de nous expliquer pourquoi : « La C.E. est composée de deux catégories de membres : les uns sont des militants actifs, souvent responsables dans leur section et qui, de manière générale, participent activement aux travaux de la C.E. ; cependant, du fait même de leur responsabilité au niveau des sections, il leur est difficile de prendre de lourdes responsabilités au niveau départemental, d'animer une commission fédérale ou de coordonner une action départementale quelconque ; la seconde catégorie constitue un peu ce que l'on serait tenté d'appeler des notables du Parti. Elus sur la base des listes de tendance dont ils sont sensés représenter la ligne politique, ils ne se considèrent pas comme chargés d'un travail ni d'une fonction précise mais comme titulaires d'une fonction purement honorifique. Au surplus, la C.E. étant élue pour l'intervalle de deux Congrès, entre 1 an et 2 ans, les tendances qui ont présidé à la constitution des listes de candidats ne représentent généralement plus rien six mois après. Que représentent aujourd'hui les tendances I, II et III du V^e Congrès ? »

Il faut donc tout reprendre à la base. Affirmer des principes simples : contrôle démocratique, efficacité et décentralisation. »

Jacques Pietri propose à

son Congrès un bureau fédéral d'une dizaine de fonctions, élu directement par le Congrès, un Conseil Fédéral parfaitement représentatif de la base à tous les moments de la vie du Parti, des commissions fédérales décentrali-

sées, géographiquement et fonctionnellement. Les militants du Val-de-Marne trancheront. Mais, en tous cas, pour eux, le débat sur les structures n'est pas abstrait ; il est la clé de leur développement. □

● Quand la caravane...

Une décision de principe qui peut paraître assez originale avait été prise, au début de l'année dernière, par le Bureau de la Fédération du Val-de-Marne. Il s'agissait d'acheter une caravane et de la promener le dimanche matin sur les marchés du département. Le projet retardé par les événements de Mai, a depuis été mis en pratique. Bien qu'il soit encore un peu tôt pour en tirer tous les enseignements, on peut néanmoins déjà dégager quelques conclusions. Cette forme de propagande revient au Bureau Fédéral assez cher quand on compte l'achat du véhicule, l'essence, l'assurance, etc. Les bénéfices réalisés sur la vente des journaux et des brochures ne suffisent évidemment pas à en amortir le coût.

Mais c'est aussi une présence « physique » en des lieux où les travailleurs sont rassemblés, la possibilité, souvent pour la première fois dans certaines communes, de faire « voir » le Parti, ses militants et sa presse. C'est aussi un effet d'entraînement interne important ; les sections récentes se rendent ainsi mieux compte des possibilités existantes quant à la diffusion de l'hebdomadaire du Parti. Une fois la caravane passée, les militants poursuivent l'effort chaque semaine.

C'est ainsi que le département compte désormais neuf sections de vente de « TRIBUNE » pour 25 sections du Parti, ce qui est une bonne moyenne. Quant à la caravane elle-même, depuis le début de l'année, elle a réalisé pour environ 100.000 anciens francs de vente de livres, ce qui n'est pas négligeable !

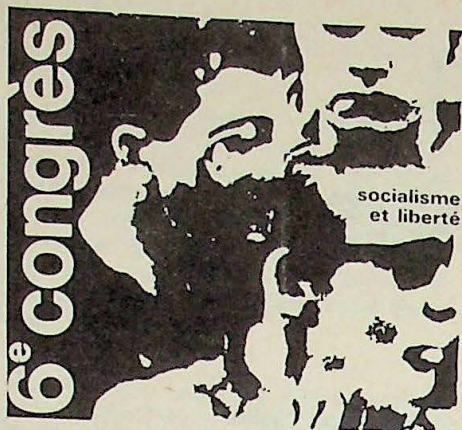
La meilleure démonstration du caractère positif de l'opération n'est-elle pas d'ailleurs les multiples obstacles que s'ingénient à dresser devant nos camarades aussi bien la préfecture que les municipalités communistes ?

● Le Val-de-Marne en chiffres

La Fédération du Val-de-Marne comptait à la fin décembre 573 adhérents. Elle a connu, au mois de mai, un afflux important de nouveaux camarades, puisque 46 % des membres actuels du Parti ont demandé leur adhésion pendant cette période. Elle compte à peine un syndiqué pour deux adhérents, qui se répartissent ainsi : C.G.T. : 29 % - C.F.D.T. : 29 % - F.O. : 4 % - F.E.N. : 26 % - divers : 12 %. Ce nombre a été considérablement gonflé car il compte en particulier l'U.N.E.F. Or le chiffre des étudiants a connu une progression spectaculaire dans ce département.

La répartition sociologique est en effet la suivante : ouvriers : 10 % - employés : 25 % - techniciens : 26 % - enseignants : 12 % - professions libérales : 5 % - étudiants : 13 % - sans profession : 9 %. C'est ce dernier poste qui a le plus augmenté depuis mai et il traduit en particulier l'arrivée au Parti de nombreuses mères de famille sans occupation salariée. En dehors de cela, la répartition n'a pas subi de modifications brutales. Tout juste, peut-on constater une légère baisse des techniciens et un tassement des enseignants.

Ajoutons pour être complet, que la quasi-totalité des adhérents actuels de la Fédération n'ont jamais appartenu à aucune autre organisation politique avant le P.S.U. ? et que seuls un peu plus de 10 % étaient membres des organisations qui ont donné naissance au Parti.



Pour le "non" au référendum pour un parti pluraliste

Victor Fay

Je considère comme une erreur grave l'intention d'appeler à voter blanc ou nul ou à s'abstenir lors du référendum. Ce faisant, le Bureau National préjuge de la décision du Congrès, seul souverain en matière d'orientation politique. Il nous sépare de l'ensemble des partis se réclamant du socialisme, qui se sont prononcés pour le non. Il affaiblit l'opposition au gaullisme et contribue indirectement au succès du référendum. Il risque, en prenant cette position, de ne pas être suivi par nos partisans et de ne pas être compris par les travailleurs. C'est pourquoi il est souhaitable que le Congrès de Dijon, après un débat approfondi, recommande de voter non au référendum du 27 avril prochain.

*
**

Il n'est pas dans mon intention d'entreprendre la critique générale des thèses, qui constituent, par rapport aux textes antérieurs, un progrès certain, malgré le caractère ambigu des formulations qui se ressentent souvent d'une recherche de compromis.

En ce qui concerne la partie analytique de ce document, je me limiterai à signaler l'excès de terminologie à résonance « catastrophique », qui pourrait faire croire que le régime capitaliste est condamné à bref délai (thèse 1) et que nous sommes en présence ou à la veille d'une situation révolutionnaire.

La thèse 7 formule une conception étroite du « courant socialiste » qui s'apparente à celle de « parti avant-garde », et qui implique « la recherche d'une stratégie offensive ». Une « stratégie offensive » n'est pas toujours indiquée. Il faut parfois, en cas d'échec, rechercher une stratégie défensive. De même, on ne peut pas condamner « tout objectif de pure défense sociale » en période d'offensive de la bourgeoisie.

La définition du « courant socialiste » reprend, en d'autres termes, la stratégie du « front unique à la base », excluant en fait l'alliance avec les organisations traditionnelles se réclamant du socialisme. L'expérience du Komintern a prouvé qu'une telle stratégie soude les membres de ces organisations à leurs dirigeants arché ou néo-réformistes et isole le groupement qui la pratique.

Elle aboutit au « rôle dirigeant du parti » tel qu'il est conçu par le parti communiste, c'est-à-dire à la substitution du parti à la classe à laquelle il s'identifie abusivement et dont il prétend représenter les intérêts à l'exclusion de tout autre.

Cette conception se fait sentir dans la thèse 12 qui prétend qu'« une organisation de masse ne peut tenir lieu de parti politique. Un parti est une organisation volontaire qui implique une idéologie, une pratique militante, l'exercice des responsabilités proprement politiques (thèse 12) ». Or, un parti politique pluraliste peut réunir des gens

qui, en partant des idéologies différentes (par exemple le P.S.U. groupant marxistes et chrétiens), élaborent un programme et une politique communs. A fortiori, une telle diversité est inévitable dans un parti politique de masse.

Il est juste d'écrire qu'à « l'heure actuelle, dans notre pays, aucune organisation — syndicat, mouvement ou parti — ne peut prétendre jouer à elle seule le rôle d'avant-garde ». Il est moins juste d'écrire que « c'est au parti socialiste de jouer son rôle dans la direction politique des luttes », car cette formulation exprime la nostalgie du rôle dirigeant du parti.

Il est juste de dire que « pour le P.S.U., l'unité au sommet entre les organisations se réclamant du socialisme n'est pas une panacée, mais un moyen parmi d'autres dans la lutte pour la prise du pouvoir » (thèse 15) et que « la recherche de compromis n'a de sens que si la coalition qu'on veut établir n'est pas paralysée par l'existence en son sein de contradictions sociales et politiques fondamentales » (idem). Il est juste de rejeter « les formules équivoques d'union des républicains ou des démocrates », comme celle de la démocratie « véritable » ou « avancée » et de préconiser « l'alternative socialiste » et de proclamer l'actualité du socialisme.

Il est erroné d'affirmer que « le P.S.U. n'acceptera en particulier l'unité (d'action) avec les courants social-démocrates que si ces derniers manifestent clairement leur volonté d'affronter le capitalisme sur des objectifs précis avec l'ensemble des forces populaires » (thèse 14). Parce qu'on ne peut manifester clairement la volonté d'affronter le capitalisme que dans l'action, toute déclaration pouvant être démentie par le comportement réel. Parce que l'accord en vue d'objectifs partiels peut être réalisé en partant des prémisses programmatiques et stratégiques différentes, ces objectifs ne constituant qu'une étape pour le courant révolutionnaire et un aboutissement pour le courant réformiste.

Le P.S.U. doit offrir à chaque occasion qui se présentera, et en en prenant l'initiative, l'unité d'action et la confrontation politique aux autres partis et organisations se réclamant du socialisme et cela aussi bien à la base qu'au sommet, en vue d'objectifs limités comme de grande envergure. Tout en préservant son originalité et son droit de critique, il doit être un ferment de l'unité de toutes les organisations de travailleurs dans le respect de leur diversité et de leur démocratie interne.

Il est juste de dénoncer « l'apparition régulière de la bureaucratie » dans les organisations ouvrières aussi bien social-démocrates que communistes et de constater que « même des organisations beaucoup plus restreintes par la taille et l'influence ne sont pas exemptes de ces manipulations bureaucratiques » (thèse 9).

Il est juste d'affirmer que « l'origine des phénomènes de bureaucratisation est plus profonde que les simples problèmes d'organisation, de direction, de ligne politique immédiate ». Il est insuffisant de parler « des conditions d'activité politique... imposées par la société capitaliste » aux masses populaires.

Il ne suffit pas de bâtir un bon programme et de conduire correctement les luttes pour éviter « la dangereuse gangrène » de « dégénérescence bureaucratique ». Une organisation autoritaire et bureaucratique peut, dans certaines circonstances, adopter un programme et une stratégie justes, tout en stérilisant sa vie intérieure et en ayant recours à des méthodes préjudiciables aux intérêts historiques du prolétariat.

Il est juste d'écrire que « de façon spontanée, il n'y a pas et ne peut y avoir de front anticapitaliste cohérent, dans sa dénonciation de l'ordre social actuel ou de sa volonté de créer un ordre nouveau » (thèse 9). Il faudrait préciser que, si le front anticapitaliste cohérent implique l'existence d'une organisation de classe des travailleurs, il est inexact que la classe ouvrière ne puisse, de façon spontanée, dénoncer l'ordre social actuel et aspirer à un ordre nouveau.

Les thèses reprennent la théorie selon laquelle le mouvement spontané ne peut dépasser le stade de trade-unionisme, théorie démentie par les faits. La Commune de Paris, la Révolution russe de 1905, celle de février 1917, les mouvements d'octobre 1956 en Pologne et en Hongrie, ceux de juin 1936 et de mai 1968 en France, en créant leurs propres organes de démocratie directe et de lutte pour le pouvoir, ont posé spontanément les objectifs dépassant le cadre des régimes existants.

Il faut revenir à la conception de Rosa Luxembourg des rapports entre la classe et le ou les partis qui la représentent. Rejeter à la fois la théorie que la classe ouvrière se suffit à elle-même et qu'elle secrète spontanément les formes passagères et épisodiques de son organisation, ainsi que la théorie que la classe ouvrière doit être prise en tutelle par le ou les partis politiques, seuls capables de défendre ses intérêts historiques.

Cette dernière conception d'inspiration paternaliste réduit la classe ouvrière à une masse amorphe qui ne peut être animée que de l'extérieur, et dont les aspirations ne peuvent être formulées que « par les intellectuels (qui) occupent inévitablement une place importante dans l'élaboration et la formulation de l'apport théorique indispensable » (thèse 4).

Si le rôle des intellectuels, venu du milieu non prolétarien, n'est pas nié, il serait abusif de prétendre que la théorie socialiste est élaborée et apportée de l'extérieur aux travailleurs.

Cette élaboration et cet apport ne sont valables que dans la mesure où ils expriment le plus exactement possible les aspirations et les initiatives spontanées des travailleurs.

« Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique évoluant de lui-même sous nos yeux » (Manifeste communiste de 1848).

On se réfère souvent à Lénine de « Que faire » (1902) où il formule le projet d'un parti de révolutionnaires professionnels, adapté aux conditions de la clandestinité : on ignore souvent l'appel de Lénine à « l'initiative spontanée des ouvriers », lancé, et avec quelle insistance, peu après la Révolution d'octobre (Œuvres complètes, tome 26, p. 426).

La lutte contre la bureaucratie ne peut se limiter à la dénonciation verbale de ce danger. Il importe de prendre des mesures préventives pour y faire face. Certes, aucune mesure ne garantit contre la bureaucratie, dont la disparition ne sera assurée qu'au stade supérieur de la démocratie socialiste.

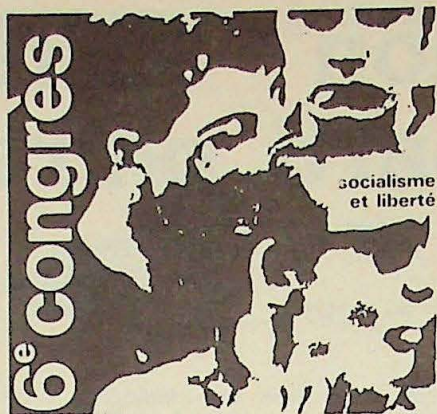
Cette réserve faite, le P.S.U. doit se prémunir, dans la mesure du possible, contre ce danger, en réformant ses structures, en décentralisant son organisation, en établissant la rotation et le renouvellement périodiques et partiels des cadres à tous les niveaux, en accordant aux organisations de base le droit de révocation de leurs représentants, en cas de violation des décisions prises, en interdisant le cumul de certains mandats et fonctions, en limitant le rôle et la durée du mandat des permanents politiques. (Les modalités de ces mesures devraient être déterminées par le prochain Congrès du Parti).

Le P.S.U., parti socialiste pluraliste, à la fois démocratique et révolutionnaire, doit se tourner résolument vers l'extérieur, offrir à tous ceux qui se rapprochent de lui les structures d'accueil souples et ouvertes permettant d'élargir sa sphère d'influence, tant en milieu étudiant, intellectuel, cadre qu'en milieu ouvrier.

On pourrait (comme cela existait pendant la I^{re} Internationale), admettre outre les adhésions individuelles, les affiliations collectives, celles notamment de diverses organisations locales (clubs, sociétés sportives et culturelles, syndicats, comités d'action, etc.).

Pourraient participer aux débats et aux travaux du Parti les sympathisants ainsi que les membres des autres organisations ouvrières, à la seule exception du vote délibératif. Leur participation à l'action et à la discussion du Parti devrait faciliter le rapprochement entre les différents partis et courants socialistes, permettre une confrontation fraternelle de points de vue, le P.S.U. donnant l'exemple de non-agressivité à l'égard des autres organisations, tout en réservant vis-à-vis d'elles l'entière liberté de critique.

Ce faisant, le P.S.U. restera fidèle à sa vocation et à son dessein originels de l'unification et de la rénovation du mouvement des travailleurs français dans ses programmes et structures, de l'élévation du niveau de lutte contre le gaullisme et le capitalisme, de l'élaboration et de la réalisation d'un modèle démocratique du socialisme en France. □



Les thèses proposées au VI^e Congrès constituent un progrès incontestable. C'est la première fois que le P.S.U. entreprend une réflexion d'ensemble sur les problèmes de la révolution socialiste dans les pays économiquement avancés. On ne peut pas sérieusement s'engager dans la voie d'une telle révolution avec comme seuls termes de référence l'expérience russe (qui ne s'est nulle part reproduite), les thèses de l'Internationale communiste il y a un demi-siècle ou celles des communistes chinois. A ce titre, les thèses du C.P.N. méritent d'être discutées par l'ensemble des militants révolutionnaires.

Cela ne signifie pas qu'elles soient parfaites ni exemptes de confusion. Avec des camarades des Alpes-Maritimes, je propose d'abord divers amendements pour en renforcer la cohérence.

Le premier vise à placer d'emblée nos thèses par rapport à l'ensemble des transformations révolutionnaires qui se poursuivent depuis un demi-siècle, dans les pays sous-développés, et par rapport au mouvement d'émancipation des pays du tiers-monde — notre allié naturel.

Pendant des décennies, le mouvement révolutionnaire dans les pays avancés a été paralysé, non seulement par la puissance du capitalisme moderne et ses facultés d'adaptation, mais aussi par la subordination du mouvement ouvrier à la bureaucratie soviétique, à ses intérêts propres, à

Cessons d'avoir le cul entre deux chaises

Yvan Craipeau

son idéologie, à sa stratégie diplomatique et militaire. L'éclatement des contradictions du « camp socialiste » amène aujourd'hui un relâchement de cette subordination, au moment où s'ouvre une nouvelle période de crise dans le monde capitaliste avancé.

Notre second amendement définit le nouveau rôle de l'Etat, devenu Conseil d'administration du grand capital et chef d'orchestre de l'économie, mettant en œuvre les ressources de la société tout entière pour le maintien du taux de profit. De là, la dégénérescence du système parlementaire, le caractère du gaullisme, l'affrontement des organisations de masses à l'Etat dans presque toutes les luttes élémentaires.

Le troisième amendement complète l'analyse des classes sociales, notamment en ce qui concerne les étudiants, dont la majorité est maintenant constituée de futurs salariés.

Le quatrième porte sur la définition de notre action internationale. Il est absurde de reprendre à notre compte les prétextes avancés par les staliens pour dissoudre l'Internationale. Il faut dire positivement que le P.S.U. se donne pour objectif de reconstruire une organisation internationale pour élaborer la stratégie de la révolution, critiquer les expériences et coordonner les luttes.

Nous pensons également que le Congrès devra débarrasser les thèses de la confusion qui entoure la notion de « courant socialiste ». Cette idée

recouvre une réalité : un certain nombre de groupements, de nombreux militants au sein des organisations réformistes et des mouvements de masse s'orientent, plus ou moins confusément, dans la voie d'une révolution socialiste répondant aux exigences des pays avancés ; de là, des convergences qui apparaissent surtout en des moments privilégiés, comme en Mai 68. Il faut faciliter ces convergences par la discussion et l'action commune. Mais les thèses parlent sans cesse d'un mystérieux courant qui aurait ses objectifs, sa stratégie, ses exigences. Or, un tel courant n'existe pas.

C'est un mythe qui conduit à escamoter les problèmes réels qui se posent avec les groupements les plus proches de nous. Par exemple, proposerons-nous aux militants révolutionnaires de Rouge et de Lutte Ouvrière une confrontation politique sérieuse ? Telle est une des questions réelles posées au Congrès.

Les thèses montrent que nous n'avons pas à choisir entre un révolutionnarisme abstrait et un réalisme réformiste ou technocratique. Il s'agit de savoir si le parti saura établir une pensée cohérente (non juxtaposée des conceptions révolutionnaires et technocratiques) et mettre ses actes en conformité avec ses idées (non juxtaposer la phrase révolutionnaire et une pratique réformiste). Il faut cesser d'avoir le cul entre deux chaises. □

Les luttes à l'échelle européenne (Thèse 17)

1. - Sans se réaliser au rythme spectaculaire espéré par ses promoteurs, l'intégration du capital à l'échelle des six Etats membres de la C.E.E. n'en constitue pas moins une réalité profonde qu'il serait dangereux de sous-estimer.

Le regain des nationalismes au niveau politique et l'échec des tentatives de création d'une politique économique européenne commune qui caractérisent la crise actuelle, ne sont rien d'autre que le reflet des contradictions économiques et politiques qui divisent les forces de la bourgeoisie européenne. Certains de ses éléments s'opposent, en effet, au néo-capitalisme qui s'efforce d'obtenir à l'échelle du Marché commun l'adoption de politique identique à celles qui, au niveau national, lui permettent d'orienter à son profit l'intervention économique croissante de l'Etat et de chercher à inté-

grer les mouvements d'opposition par le biais de la politique des revenus.

2. - Quel que soit le résultat de cette lutte, le processus actuel d'intégration du capital à l'échelle européenne paraît trop avancé pour que les forces représentatives des populations qui auront à en subir les conséquences continuent à donner l'image, sinon d'un désintéressement général de principe, du moins d'une impuissance concrète de fait.

Jusqu'ici, en effet, les forces du mouvement ouvrier n'ont pas été à même de développer une stratégie commune étant incapables de se définir clairement par rapport à l'intégration européenne soit qu'elles l'aient contestée globalement sans en mesurer les implications, soit qu'elles l'aient cautionnée, en croyant pouvoir faire aboutir à Bruxelles les revendications bloquées à l'échelon national. Par ail-

leurs, cette seconde attitude a été celle de la plupart des organisations agricoles.

3. - S'il est certain que préconiser des pouvoirs bourgeois supranationaux n'aurait pas plus de sens pour la classe ouvrière que de défendre l'Etat national bourgeois contre l'accroissement de ces pouvoirs supranationaux, cela ne doit pas cependant conduire le mouvement ouvrier à négliger le combat européen.

Deux raisons essentielles militent en faveur de son action :

— en l'absence du mouvement ouvrier, les décisions européennes se prendront, à son détriment, et en fonction seulement de la puissance relative des deux forces bourgeoises, qu'elles soient ou non favorables, à la fusion internationale des capitaux ;

— l'intégration européenne constitue une tendance objective de l'expansion

sion des forces productives à laquelle un nouveau socialisme ne doit pas s'opposer, car il pourra plus tard en tirer parti.

4. - Dans ces conditions, le mouvement ouvrier :

— doit éviter de se laisser prendre au piège d'une discussion mystificatrice sur l'opportunité de pouvoirs supranationaux qui, à l'heure actuelle, ne pourront être que des instruments qui se tourneront contre lui, ou qui, au mieux, ne pourraient le conduire qu'à cautionner une politique réformiste, mais

— doit s'organiser à l'échelle européenne de façon à être en mesure d'exercer un véritable contrôle sur le processus de changement des structures au niveau européen actuellement en cours, et ainsi de l'orienter, selon ses propres objectifs.

5. - Les problèmes des concentrations industrielles, de l'exportation, du chômage, des travailleurs migrants, des réformes de Sécurité sociale et des politiques agricoles communes doivent fournir à cet égard autant d'occasions pour mettre en évidence les conséquences que sont à même d'entraîner, pour les masses laborieuses européennes, les perspectives de l'intégration néo-capitaliste en cours.

Les propositions émanant des services « européens » de l'administration en place à Bruxelles (plan Mansholt, coordination des politiques économiques, politique industrielle commune, etc.) seront également étudiées de façon approfondie en s'attachant à dévoiler les choix politiques qui se dissimulent sous leur aspect extérieur de neutralité technique. Il n'est pas exclu, cependant, que certaines de ces propositions préconisent des réformes de structure susceptibles d'accentuer les contradictions du système. Les forces socialistes pourront donc leur accorder un appui étant entendu que les oppositions que de telles propositions ne manqueront pas de susciter à l'intérieur de la bourgeoisie permettront aux masses laborieuses de prendre conscience de la nécessité d'une véritable alternative socialiste aux problèmes posés.

6. - Parallèlement, et à la lumière de ces analyses, ces mêmes problèmes doivent être à la base de luttes concrètes susceptibles de multiplier l'unité d'action des travailleurs par-dessus les frontières en éliminant les réflexes nationalistes qui se sont jusqu'ici manifestés au sein du mouvement ouvrier européen, malgré la multiplication des liaisons et des rencontres.

Des actions exemplaires de luttes simultanées dans un même secteur pourront se développer dans ce sens.

A propos de chacune de ces luttes concrètes et de chaque situation objective, il appartiendra également à la masse ouvrière de rechercher et de proposer comme objectifs des types de solutions socialistes alternatives qui pourront constituer des plates-formes solides de mobilisation.

Ce mouvement devra enfin être constamment renforcé et accéléré, compte tenu notamment du développe-

ment du Marché commun et de la similitude des problèmes qui seront posés aux travailleurs des Six Etats membres, afin que le capitalisme international ne réussisse pas à échapper aux forces d'opposition, organisées jusqu'ici sur le plan national seulement.

7. - En même temps, les éléments les plus conscients des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des intellectuels doivent démontrer concrètement leur solidarité contre les tentatives qui visent en chaque pays à adapter les structures et le contenu des systèmes d'enseignement, de formation et de recherche aux besoins du capitalisme dans sa phase actuelle d'organisation internationale et de processus technique.

La liaison entre ces différentes formes de luttes permettra d'orienter les forces socialistes au-delà des réformes urgentes de l'organisation du Marché commun, du système monétaire ou du système culturel vers une mise en cause de tout le régime économique, idéologique et politique de l'Europe Occidentale, et la définition de structures véritablement socialistes (élaboration d'un contre-plan européen).

8. - Il est peu probable, cependant, que les forces socialistes parviennent au pouvoir, au même moment historique dans chacun des pays membres du Marché commun. Le succès de celles ayant accédé au pouvoir dépendra, dans une mesure décisive, du soutien apporté par le mouvement ouvrier des autres pays européens et par les pays ayant un régime politique et économique socialiste.

Un retour radical à l'autarcie étant, par ailleurs, impossible, de l'ampleur de ce soutien dépendra également l'issue des négociations qui devront s'engager pour trouver un « modus vivendi » avec les pays partenaires de la C.E.E. encore capitalistes.

9. - Le P.S.U. s'efforcera de contribuer à l'analyse critique du développement du phénomène européen, et à la mise en œuvre des différentes formes d'action possibles à l'intérieur du Marché commun, en resserrant les liens avec les forces qui poursuivent le même combat pour un socialisme actuel et démocratique, sans pour cela s'interdire les confrontations et les actions communes, sur des objectifs délimités, avec les autres courants du socialisme en Europe.

UN GROUPE DE CAMARADES
P.S.U. A BRUXELLES.



Groupe T.S.
dans
chaque voyage

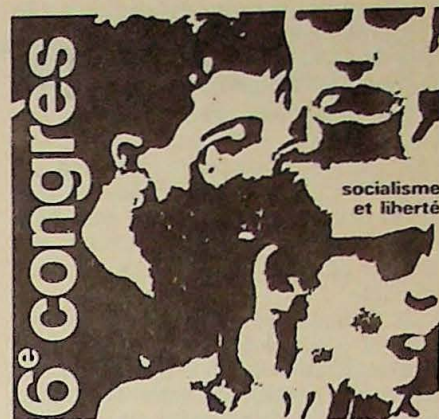
LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

vous invite pour PAQUES

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE	L'EGYPTE	ANGLAIS SUR LA TAMISE
(Mt des Géants) 30/3 - 13/4 par avion	jusqu'à Assouan 31/3 - 12/4 par avion	(pour lycéens) 30/3 - 12/4 par train
720 F	1 450 F	580 F

PRIX TOUT COMPRIS AU DEPART DE PARIS
NOTICES DÉTAILLÉES SUR DEMANDE

11, rue Vernier — PARIS (17^e) — Tél. : 380-73-38
Se recommander de « Tribune Socialiste »



Régionalisation ?

Pierre Belleville

Au cours de la réunion de la section de Metz consacrée à la préparation du congrès, un jeune camarade s'étonnait de l'absence dans les thèses de toute référence au régionalisme. Il lui fut d'abord répondu que nos positions en faveur d'une régionalisation réelle relevaient du programme plus que des thèses d'orientation.

Et puis, à la réflexion une certaine distorsion nous est apparue, particulièrement entre ce que nous disions hier sur la région et ce que nous disons aujourd'hui de la « société socialiste en gestation » (thèse 6). Certes, on trouve là une allusion à une diminution des fonctions de l'Etat central « chargé de préparer l'avenir », il devra être déchargé de ses fonctions de gestion ; soit au profit de services publics autogérés ; soit au profit des collectivités régionales ; tout cela reste bien timide. Cela semble signifier que les grands services publics autogérés demeureront centralisés. Le parti ne peut s'en tenir à cette conception. Il doit affirmer nettement que la démocratie n'existe pas sans décentralisation. Pourquoi un service de santé, fût-il autogéré, serait-il national et non pas régional et continuerait-il à décider du choix, dans une région, de l'emplacement d'un hôpital ? Il y a en fait une véritable hypocrisie à parler d'autogestion et en même temps de service national, car nous savons parfaitement que la prétendue autogestion d'un service centralisé devient en pratique la dictature de ceux qui ont su ou pu se placer le plus près du centre, fussent-ils, en apparence, les adversaires les plus résolus de la bureaucratie.

Et pourquoi cette distinction entre la gestion qui peut à la rigueur être l'affaire des régions et la préparation de l'avenir qui reste l'affaire de l'Etat ? « Décoloniser la province » proclamions-nous il y a quelques mois. S'agissait-il d'un simple slogan ? Si nous avons été convaincus que le centralisme parisien était en pratique un

véritable colonialisme, que le centralisme était en soi un moyen d'oppression, si nous nous étions réellement débarrassés à ce sujet d'un certain nombre d'oripeaux idéologiques, nous ne cantonnerions pas la préparation de l'avenir dans les hautes sphères de l'Etat, fût-il devenu socialiste, fût-il aux mains des militants les meilleurs ; nous savons que ce sont simplement les mieux informés, c'est-à-dire les mieux placés pour l'être.

Et nous ne pratiquerions pas le centralisme dans le seul domaine où nous avons une réelle liberté d'action : l'organisation du P.S.U. (thèse 14). Les grandes lignes prévues en ce qui concerne les structures de base sont justes, mais quel luxe de formalisme dans leur description. Ne vous fatiguez donc pas, camarades ! Des groupes, il y en a déjà eu, avant que ce ne soit la mode ! Il y a en aura d'autres et heureusement ! Les fédérations et les sections les organiseront selon leurs conceptions et leurs besoins ; elles réaliseront selon les méthodes qu'elles jugeront les meilleures la vie démocratique à la base. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'une fois ou l'autre, l'organisation qu'elles prévoient, rejoigne le schéma ultra-juridique de la thèse 14 mais, rassurez-vous, cela sera tout à fait par hasard. En tout cas, il devra être dit au congrès que la région parisienne est parfaitement libre de s'organiser comme elle l'entend, mais qu'on ne voit pas pourquoi ce qui correspond à ses besoins deviendrait une règle nationale.

Mais le principal, c'est l'aménagement de la direction du parti. Que nous propose la thèse 14, sinon la énième version d'une direction un peu social-démocrate, un peu bolchevique, mais de toute façon, centralisée.

Nous sommes ici dans l'ornière. Impossible d'en sortir sans commencer par reconnaître et accepter les réalités du parti, sa taille actuelle par exemple et les contraintes qu'il subit. Après ce congrès, comme avant, quelles que soient les formules que l'on emploie pour définir la direction politique nationale, quelles que soient les fonctions dont les textes la chargent, l'exécutif réel du parti sera le bureau national. Lui seul peut avoir la permanence nécessaire aux tâches de direction politique, et pour cela il doit être obligatoirement composé de camarades que leur situation géographique ou une situation professionnelle spéciale rend disponibles.

Nos statuts ne sont pas un monument juridique ; ils sont faits pour 1969 et les années immédiatement suivantes ; ils doivent correspondre aux faits actuels et notamment à l'état actuel des communications et des télécommunications. Il est hypocrite de parler

de l'élection par le congrès de 35 dirigeants sans distinction entre eux, alors que nous savons tous qu'il faut élire une certaine proportion de camarades parisiens, pour faire un bureau national.

La vraie démocratie consiste à regarder cette réalité en face et à dire que la direction politique nationale sera juridiquement composée comme elle l'est en pratique, c'est-à-dire de deux collèges.

Le premier devrait être le bureau national dont les membres seraient élus en tant que tels par le congrès, sur des bases politiques, parmi les camarades qui en faisant acte de candidature se déclarent capables de remplir effectivement les fonctions de membres du bureau. Personne, habitant Brest, Metz ou Toulouse, n'est aujourd'hui dans cette situation. C'est peut-être dommage, mais il est inutile de camoufler cette réalité et la dose de centralisme aujourd'hui nécessaire. Par contre, il faut décentraliser ce qui peut l'être et dire que le second collège sera celui des régions et comprendra un délégué et deux suppléants par région.

Nous savons tous que l'élection par le congrès sur des bases prétendument politiques de dirigeants de province, n'est pas une véritable élection. Il y rentre, quelquefois, du marchandage et de la loterie. S'il y a plusieurs textes, les élus minoritaires de leur région ne la représentent pas. S'il n'y a qu'un texte, la liste unique se borne, dans le meilleur des cas, à officialiser le choix des régions. Pourquoi donc, ne pas faire notre règle de ce qui est en fait notre pratique ? Pourquoi continuer à feindre de demander aux gens des Basses-Pyrénées de choisir les délégués du Nord et vice versa ?

Le mythe du congrès souverain a plusieurs racines. A une époque de communications difficiles, le congrès annuel était la seule occasion de confrontation et de rencontres. Les congrès des partis traditionnels réunissaient des gens qui avaient du temps, qu'ils soient parlementaires, notables bourgeois ou révolutionnaires professionnels. Ils duraient ce qu'il fallait, pour que les problèmes soient réglés. Nous n'en sommes plus là. Nous avons moins de temps, des communications plus faciles et les moyens d'une interprétation permanente entre la discussion et l'action. La désignation, par régions, des membres de la direction nationale est un des moyens de cette démocratie permanente qui rompt avec la forme de parlementarisme que représente le mythe du congrès seul souverain.

Cela dit, chaque région doit désigner, non pas un homme, mais une équipe dont un des membres assistera à chaque réunion. Ce n'est pas au centre mais à la base régionale de savoir si telle absence est injustifiée ou, plutôt, c'est à elle de justifier la présence du membre de l'équipe qui lui semble pour l'occasion la meilleure.

Faute d'un changement radical de nos conceptions de direction, nous serions, en matière de réforme régionale, les bons compagnons du gaullisme : derrière les belles paroles rien. □

SKI-NEIGE-SKI-NEIGE-SKI-NEIGE-SKI-NEIGE-SKI

Militant du Parti organise à Pâques un séjour de neige en Italie pour enfants de 8 à 12 ans.

Pour tous renseignements, s'adresser à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, Paris.

Le capitalisme mutilé les libertés

M. Rungis

L'une des tares du capitalisme à laquelle notre époque est particulièrement sensible est la mutilation des libertés à laquelle il procède systématiquement, bien qu'hypocritement. Bien avant 1968, le fait était dénoncé sous ses diverses formes : mutilation de la liberté de chercher un emploi, pour les travailleurs sans qualification professionnelle ou vivant dans des zones de mono-industrie ou de chômage endémique ; mutilation de la liberté de se cultiver, pour les jeunes, victimes de la ségrégation culturelle de la plupart des systèmes d'enseignement ; mutilation de la liberté d'expression, pour les militants pourchassés (dans l'entreprise, l'université ou la cité), parfois même exécutés (dans plusieurs pays sous-développés) ; mutilation de la liberté du consommateur, conditionnée par une publicité envahissante...

Il est apparu clairement en mai-juin que ces critiques trouvaient dans notre société une audience beaucoup plus considérable qu'auparavant. Il ne serait donc pas normal que le P.S.U., qui a été l'un des plus actifs à dénoncer ces dernières années les mutilations de toutes sortes engendrées par le capitalisme (alors que tant d'autres s'en accommodaient, parmi les social-démocrates, ou se cantonnaient dans la répétition de griefs anciens, chez les communistes) fasse dans ses thèses le silence — fût-ce par oubli — sur le sujet.

Or, si les thèses 1 et 2 qui nous sont proposées actualisent la critique économique du capitalisme, elles peuvent donner l'impression — à s'en tenir là — que ce que nous critiquons essentiellement dans ce système, c'est son insuffisante efficacité économique (la thèse 2 a des formules équivoques à ce sujet), son absence de rationalité parfaite. Ce n'est évidemment pas

ce que pensent les militants du parti : même plus efficace, même plus rationnel — et il n'est pas impensable qu'avec les ordinateurs il devienne l'un et l'autre — le capitalisme resterait pour nous l'ennemi à vaincre et à remplacer.

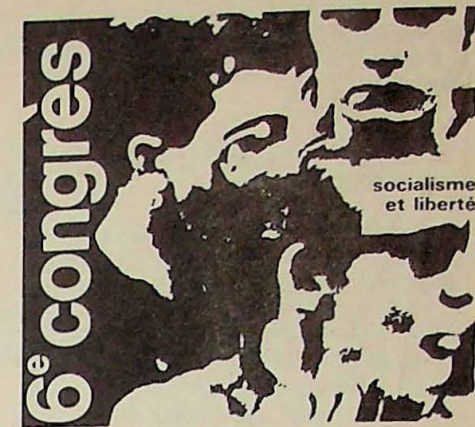
Il faut donc le dire. En soulignant — par l'introduction d'une thèse 2 bis, par exemple — les principales critiques autres qu'économiques que nous lui adressons, à lui et à la société qu'il a largement contribué à façonner depuis 150 ans. Il nous faut rappeler que :

1) Une civilisation fondée sur la compétition individuelle, la course à l'argent, la recherche des avantages personnels — au détriment de mobiles plus fondamentaux comme la solidarité entre les travailleurs et les peuples, la recherche d'une promotion collective, le partage des fruits de l'effort commun — apparaît nécessairement déshumanisante, génératrice d'oppression et de conflits constants entre les hommes et les peuples.

2) Une société où l'individu est le jouet de manipulations psychologiques permanentes (viols de la publicité ; conditionnement par l'école, les radios d'Etat ou de capitalistes, ainsi que par une certaine presse ; sollicitations ininterrompues de la société de consommation...) est logiquement considérée comme aliénante, violatrice de libertés fondamentales, dégradante.

3) Une civilisation où la culture est de plus en plus ravalée, au rang d'une simple technique nécessaire à l'apprentissage d'un métier, sans lien étroit avec l'enrichissement personnel et la compréhension du monde où l'on vit, de son histoire et de ses possibilités à venir, ne peut pas apparaître autrement que comme une société de conditionnement professionnel, dont le but est de fabriquer des spécialistes dociles et non des hommes libres et exigeants.

4) Enfin, une société fondée sur l'autorité, le refus du partage des responsabilités, va à l'encontre de l'aspiration générale au partage du pouvoir, à la maîtrise de son destin dans toutes les communautés sociales dont on est membre. Cette société pyramidale et centralisée est obligatoirement remise en question par l'aspiration universelle à l'épanouissement et à l'exercice des libertés. Comme aux



Etats-Unis, sera de plus en plus contestée la société où l'exercice collectif de responsabilités au sein d'un groupe conduit l'individu à se réfugier dans le conformisme du groupe, sans vraiment s'épanouir lui-même et exercer directement son propre pouvoir.

Ce n'est pas affaiblir la critique économique du capitalisme (thèses 1 et 2) que de rappeler ces évidences. C'est au contraire la préciser et l'amplifier.

La préciser dans la mesure où toute une partie des mutilations de liberté que nous venons de rappeler résulte directement du processus économique du développement capitaliste : l'autorité dans l'entreprise ou dans l'Etat est essentielle, par exemple, à la domination des firmes et de l'appareil public par le petit nombre des membres de la classe dominante ; la course au profit individuel et le conditionnement par la publicité sont liés eux aussi au fonctionnement économique de la machine capitaliste ; la préparation de techniciens et de spécialistes, capables mais conformistes, est nécessaire à la perpétuation d'un système d'oppression où peu décident pour tous, dans leur intérêt de classe et non dans celui du plus grand nombre...

Mais c'est aussi amplifier la critique en rappelant que le capitalisme n'est pas qu'une formule d'organisation économique, mais un véritable système d'aliénation sociale, où l'homme est ravalé au rôle d'objet et non élevé à celui de sujet, de finalité de l'organisation de la société.

Les jeunes sont sans doute plus sensibles aujourd'hui que leurs aînés aux frustrations qu'entraîne cette « société du mépris ». La « société du bonheur » qu'ils veulent bâtir est à l'opposé de celle-là. Elle appelle les solutions socialistes, dont nous parlons dans les thèses suivantes et dont l'urgence est déjà vivement ressentie par les groupes les plus conscients de notre société. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.

L'Astragale



Ce parti que nous construisons

Marc Heurgon

Mai, au fond, c'était facile : il suffisait de s'inscrire dans un gigantesque mouvement, mais personne n'a été capable de l'orienter vers la victoire. Mars, c'est plus calé, parce que nous sommes au creux de la vague, parce que l'adversaire exploite à fond contre nous le sursis que nous lui avons imprudemment laissé. Faire de la politique aujourd'hui, c'est discuter de cette situation ; le reste est sans intérêt. Toute analyse qui ne repose pas sur un bilan sans complaisance d'un mouvement à la dérive, comme de l'état du régime et des rapports de force actuels, ne peut nous servir à rien ; elle ne nous permet ni de structurer maintenant ce qui peut être maintenu, ni de préparer pour demain une offensive qui aurait des chances réelles de succès.

Gilles Martinet et Emmanuel Terray ont entre eux de profonds désaccords et ils s'imaginent difficilement coexistant dans le même parti. Le premier dénonce l'influence des courants « gauchistes » ; le second s'en prend à la « critique de droite » à l'égard du P.C.F. et veut brûler les sociaux-démocrates. Tous deux pourtant débouchent sur une démarche identique et récuse le cadre de discussion fourni au parti par les dix-sept thèses du C.P.N. (1). Tous deux trouvent des mots voisins pour attaquer ce qui n'est à leurs yeux qu'un mauvais compromis ; aucun d'eux ne fait la moindre analyse de la situation présente, ne soumet à une critique précise les propositions avancées, ne définit une alternative concrète. Dès lors entre adeptes du livre et de la révélation biblique chacun a le droit d'aller chercher ses solutions dans le « Petit livre rouge » ou dans « la Conquête des pouvoirs ».

Gilles Martinet vit toujours en mars 67 ; depuis, rien ne s'est passé. Le voilà toujours empêtré dans sa gauche d'alors, le P.C., la S.F.I.O., les Clubs ; foncent-ils dans une direction ? Le mouton P.S.U. doit se ruer derrière. Ainsi, devant la farce électorale du prochain plébiscite : et si on gagnait ? De Gaulle a sifflé : toute l'opposition de Sa Majesté est déjà rassemblée sur le terrain miné, pour y récolter une nouvelle gamelle. « Obtenir des résultats », prendre « les responsabilités politiques qui sont les nôtres » revient à sceller l'alliance avec les vieux défenseurs du Sénat et les jacobins centralisateurs. Il ne faut pas sous-estimer l'habileté de Martinet quand il montre les difficultés réelles du vote nul ; je connais ses arguments : ce sont ceux que déjà il employait en 62 pour nous convaincre de voter « oui » ; il manqua d'y réussir. Nous pourrions mener parallèlement notre propre campagne d'explication, en appelant à voter « non » ? Cela me rappelle la campagne autonome, lors du soutien à

Mitterrand ; on nous a fait le coup une fois : ça suffit. En un mot, tout ce qui constitue l'acquis des luttes de mai : l'immense potentiel militant qui reste disponible (on l'a bien vu samedi contre Nixon de la Nation à Denfert), la mise en cause de la vieille et impuissante unité de la gauche quand elle ne repose que sur des thèmes négatifs et s'élargit à un véritable « cartel des non », la contestation des procédures électorales, tout cela est oublié. Nous en revenons au bon petit P.S.U. d'avant. A quand le prochain colloque ?

Emmanuel Terray ne commet pas pareille erreur et l'incontestable valeur de sa pratique militante l'en protège ; le soutien des enseignants aux luttes étudiantes, la lutte contre la participation, il sait ce que c'est et le démontre chaque jour à Vincennes. Pourtant quelle analyse dogmatique et simpliste ! Il faut discuter des expériences yougoslave et tchèque qui sont des phénomènes complexes, mais on ne peut en deux lignes les classer à droite. Les problèmes d'organisation sont essentiels pour un parti qui se veut révolutionnaire, particulièrement à l'heure présente ; on ne les règle pas par un coup de chapeau au « parti d'avant-garde fondé sur le centralisme démocratique ». Il faut critiquer bien des aspects de l'héritage trotskyste, mais c'est le caricaturer que de le présenter comme une bataille contre la bureaucratie « qui se confond chaque jour davantage avec la bataille des anarchistes ». — Que Terray regarde autour de lui, dans ce mouvement qu'il connaît bien, il constatera que les organisations marxistes-léninistes, émietées en sectes rivales, sont celles qui paient le plus lourd tribut aux tentations spontanéistes et au refus de toute organisation parce qu'elles sont particulièrement incapables d'apprécier les rapports de force dans une période de recul relatif et non plus de montée révolutionnaire. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour attester que dans une telle période, la tentation majeure réside dans le sectarisme et le repli sur soi : ces déviations se développent particulièrement dans les chapelles intellectuelles ou dans les lignes politiques de jeunesse ; ces groupes de plus en plus coupés du réel ont tendance à remplacer par une référence messianique au primat de la classe ouvrière, l'implantation dérisoire qui est la leur dans le monde du travail.

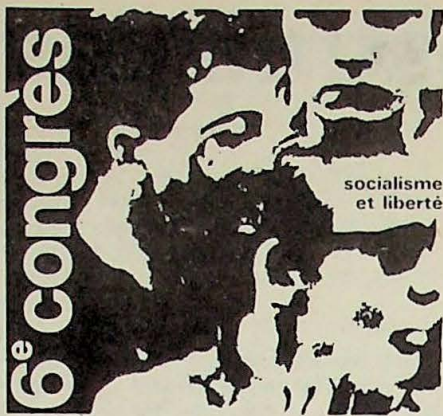
Ainsi, ces deux mises en cause, parties de postulats opposés se rejoignent dans la conclusion : une fois de plus, on refuse au P.S.U. le droit à l'existence. L'un veut en faire l'aile avancée du nouveau Parti Démocrate Socialiste, l'autre le vivier où pêcheront les tenants des groupes maoïstes. Pour nous, le P.S.U. est d'une autre nature : ni club, ni groupuscule, il se veut parti, c'est-à-dire outil essentiel de la révolution socialiste et dans cette optique candidat au pouvoir. Du même coup, son ambition est autre, sa dimension différente et c'est d'autres problèmes que doit traiter son VI^e Congrès.

Les thèses soumises à la discussion des militants correspondent à un double besoin : celui de faire avancer la réflexion théorique du parti ; celui de lier cette réflexion à la pratique militante du P.S.U. au cours de ces derniers mois. Le propre d'une organisation social-démocrate est précisément de laisser s'établir un hiatus entre ses affirmations doctrinales et sa pratique quotidienne ; qui ne songe aux admirables statuts de la S.F.I.O. ! Le propre d'un parti révolutionnaire est au contraire de lier à tout moment son avancée théorique à la pratique qui traduit et nourrit celle-ci. C'est ridicule de croire qu'on devient une avant-garde parce qu'on en décide ainsi à 52 % des mandats ; la dictature du prolétariat est une chose trop sérieuse pour la voter à la majorité, avec ou sans amendement.

Lorsque les thèses auront été amendées et transformées par les sections et fédérations, on se posera à leur sujet une unique question : le P.S.U. de mars 69 a-t-il progressé par rapport à celui de juin 67 ? A-t-il tiré les conséquences du choix juste qu'il a fait il y a deux ans, en renversant la direction qui voulait le conduire à la F.G.D.S. et dont plusieurs éléments s'y sont personnellement recasés ? A-t-il adapté sa stratégie, ses objectifs, ses structures à la pratique que sa présente direction, souvent dans une situation putschiste, a mise en œuvre en mai-juin dernier et qui lui a amené des milliers de militants ? En revient-il au contraire au marais d'avant mai ? En un mot, le Parti Socialiste Unifié est-il mieux adapté qu'hier aux conditions de la révolution dans un pays économiquement avancé ? Si l'on peut, le 16 mars, répondre affirmativement à cette question, alors le VI^e Congrès aura marqué une étape importante dans le développement du parti, alors il sera possible d'envisager d'autres étapes.

On nous dit que les thèses constituent un compromis et ce jugement se veut péjoratif. La belle découverte : bien sûr qu'il s'agit d'un compromis et d'abord au niveau de la direction sortante, précisément parce qu'il s'agit d'une direction responsable. A-t-on la mémoire si courte ? Fallait-il recommencer les querelles de personnes, les coupures de tendances sur des clivages artificiels ? Depuis des mois, tout un petit monde qui souhaite l'éclatement du P.S.U. annonçait le renouvellement des petits jeux dont le parti a failli crever. Est-il malsain de leur avoir donné ce démenti cinglant ? Il s'agit aussi d'un compromis à l'égard du milieu ambiant, actuellement accessible à notre influence, à la condition que celle-ci s'exprime dans des formes et sur des objectifs adaptés à la situation d'aujourd'hui. On ne fait pas évoluer les masses en sé coupant d'elles ; on ne construit pas un parti révolutionnaire en commençant par briser l'outil, certes tout à fait imparfait qui peut lui donner naissance ; on ne brûle pas les étapes dans la formation d'un parti : on forme, on organise, on se développe dans les luttes ; c'est long, très long.

(1) Martinet a changé d'avis puisque dans sa dernière circulaire abondamment diffusée dans les Fédérations, il déclarait les thèses inamendables. Dans sa Tribune Libre, il propose de les amender.



Toute l'histoire est faite de compromis et Lénine depuis longtemps a montré ceux qui sont de bons compromis parce qu'ils permettent de consolider l'acquis avant de repartir plus avant et ceux qui sont des compromis de trahison parce qu'ils sacrifient l'essentiel. Toute la question est donc de savoir sur quels points il est possible d'attendre, de laisser la question ouverte pour lui permettre de mûrir, sur quels points au contraire le VI^e Congrès doit se prononcer sans la moindre équivoque.

1). Il faut accélérer le changement déjà amorcé dans la base sociale du parti et faire du P.S.U. un authentique parti ouvrier ; les transformations amorcées depuis Mai indiquent le chemin à suivre, mais il faut leur donner la sanction du congrès et que l'effort devienne désormais systématique et général. Il faut donc donner la **priorité absolue à la création de sections et groupes d'entreprises**. Cela implique des choix concrets en matière financière, comme dans la presse et la propagande du parti ; cela suppose que la formation soit résolument adaptée à cet objectif ; cela exige une refonte totale des structures du parti pour l'implanter partout sur les lieux du travail et non plus seulement sur les lieux d'habitation. Mais il faut en même temps qu'une réponse politique soit apportée aux problèmes soulevés dans les thèses 12 et 13. De nombreux militants et responsables syndicalistes continuent à considérer l'entreprise comme une chasse gardée pour les organisations syndicales ; à les entendre, le parti serait à reléguer sur le plan des quartiers, dans les luttes électorales ou les débats d'idées ; à la limite, plus il sera pourri et social-démocrate, moins ce sera gênant. Nous n'acceptons pas ce système de la courroie de transmission à l'envers ; la reconnaissance de l'autonomie syndicale, y compris sur le plan politique, a pour nous comme contrepartie la reconnaissance du droit qu'a un parti ouvrier d'intervenir politiquement dans toutes les entreprises. Il s'agit d'une question claire qui ne souffre aucun compromis.

2). En fonction de la situation générale que l'on connaît, **les luttes universitaires** ont représenté pour le P.S.U. un **champ d'intervention essentiel**. Nous n'avons jamais pensé que ce front de luttes pouvait être le seul, ni qu'il pouvait être par lui-même déterminant. Qu'il faille, en fonction des rapports de force, adapter à tout moment les formes d'intervention, c'est l'évidence même. Il reste que toute une campagne externe, qui trouve des sympathies à l'intérieur du parti, vise à remettre en cause l'orientation universitaire du P.S.U. On ne peut négliger la campagne que mène depuis des mois « le Nouvel Observateur » et particulièrement Gilles Martinet en faveur de la participation aux élections Faure. On ne peut oublier la mise en cause insidieuse par certains enseignants du parti de notre solidarité avec le combat des étudiants et des lycéens de mai. On ne peut passer sous silence la pratique de certains et leur volonté de rechercher des formules d'accord avec les conservateurs de l'Université, tout particulièrement le Parti communiste ou les organisations qu'il contrôle. Le congrès doit dire s'il confirme et précise son orientation universitaire ou s'il entend retourner en arrière. C'est là encore un problème très clair et sa solution ne souffre aucun compromis.

3). La pratique du P.S.U. en mai-juin, les thèses qui concernent le courant socialiste (et il est vrai qu'elles réclament de nombreux éclaircissements) traduisent au moins un choix sans équivoque. **Le P.S.U. récuse une certaine conception de l'unité de la gauche** dans laquelle pendant des années on l'a enlégé. Il donne la **priorité absolue** au dialogue sur le fond et à l'action commune **avec les forces du Mouvement de Mai**, ce qui veut dire d'abord avec des groupes révolutionnaires structurés, ensuite avec tous ceux organisés ou non qui, par-delà les frontières des actuelles organisations politiques ou syndicales, sont décidés à se battre pour une issue socialiste à la crise du capitalisme. C'est avec ces forces qu'il faut trouver, les formes d'une discussion et d'une alliance qui est possible et nécessaire ; **il n'y a pas à l'heure actuelle de discussion possible avec le Parti communiste**. Telle est l'orientation des thèses et il n'est que trop visible qu'elle est aujourd'hui plus ou moins ouvertement combattue, à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du parti, par ceux qui veulent fermer la parenthèse de mai et en revenir à la patiente recherche d'un accord avec les partis de la gauche officielle. Le choix est d'une grande clarté ; on ne voit pas quel compromis pourrait intervenir entre les forces du Mouvement de Mai et leurs adversaires.

4). Concrètement, la question du référendum, secondaire par rapport aux terrains de luttes essentiels, est liée au débat d'ensemble. Je comprends parfaitement l'intérêt tactique que trouve Gilles Martinet à lier cette question à la discussion générale ; sans doute y trouvera-t-il l'occasion de capitaliser un certain courant. Nous n'engagerons pas une bataille de procédure pour disjoindre ce problème du reste. Le choix sur le référendum n'est qu'une application pratique des choix d'orientation que fera le congrès. Avec l'orientation qu'implicitement propose Gilles Martinet, l'appel à voter « non » va de soi. On ne peut au contraire faire siennes les thèses proposées sur le courant socialiste et se refuser à leur donner leur prolongement logique. **Il faut refuser le « non »** et trouver les formes qui permettront d'unir tous ceux qui récuseront (en s'abstenant, en boycottant, en votant blanc) **une bataille qui ne nous concerne pas**. Aucune équivoque n'est possible, aucun compromis pensable sur ce point.

5). L'organisation du parti, la construction de l'outil adapté à notre objectif, évoquées dans la thèse 14, sont des questions essentielles. Rien de sérieux ne sera possible tant que le P.S.U. ne se sera pas donné les moyens d'une **réelle politique de formation**, adaptant ses militants aux combats qu'ils doivent livrer. Le congrès ne peut à ce sujet émettre une fois de plus des vœux pieux ; il doit en ce qui concerne les stages, écoles, publications fixer les échéances, dégager les moyens, élire les responsables ; si ces choix ne sont pas faits, tout ce que nous pourrions voter ne sera que du bavardage. Plus généralement, ce qui est en jeu, c'est la conception d'un parti efficace et démocratique et je ne crois pas que ces deux exigences soient contradictoires. A l'extérieur comme à l'intérieur du parti, les pires déviations d'un mouvement en recul, rencontrent des échos et visent à ériger en dogme le spontanéisme et le basisme, prétextes à toutes les démagogies ; on met en cause toute direction, baptisée « bureaucratie » du

fait même qu'elle existe, on débouche sur des pratiques parcellaires et parfois contradictoires qui sont la négation d'un parti. Il y aurait « bureaucratie » lorsque la direction du parti, ayant attendu en vain que montent des motions des fédérations, fait son travail de direction en lançant ses propositions dans la discussion. Il y aurait « bureaucratie » quand la même direction, après toutes les formations politiques, annonce que sur le référendum, c'est le congrès qui prendra la décision, mais que le bureau national est pour toutes les formes du boycott et qu'il se battra sur cette position. Afin de redresser de telles déviations, le congrès doit dire **nettement** quelles mesures il compte prendre pour mettre en place une direction politique, cohérente et relativement réduite en nombre, disposant les moyens d'intervention qui lui permettront d'agir sans harcèlement continu. Le congrès doit définir du même coup les mécanismes de contrôle qui entre deux congrès et chaque fois que le besoin s'en fera sentir, permettront aux militants d'imposer leur volonté, de contrôler les responsables astreints à rendre des comptes et à présenter des choix clairs. Le congrès devra enfin définir les formes de circulation de l'information et d'une discussion entre tous les échelons du parti qui permettront à chacun d'être informé et de faire connaître son point de vue tant que les orientations n'auront pas été démocratiquement fixées. Il sera alors possible et nécessaire de mettre un terme à l'image d'un parti aux différents visages en ce qui concerne les interventions dans la presse, les prises de position publiques, l'intervention des militants du P.S.U. dans les milieux différents qui sont les leurs, mais où ils doivent rester des militants du P.S.U. ou s'en séparer. Il n'y a pas de discipline pensable tant qu'une orientation n'est pas clairement définie ; il n'y a pas d'indiscipline tolérable une fois celle-ci précisée.

A quelques jours du VI^e Congrès, semblent se préciser les conditions qui permettront d'en faire une étape importante dans la construction du parti :

— Des thèses amendées, transformées qui permettront de définir l'orientation du parti et de fournir un point de départ pour les discussions futures ;

— Une procédure permettant dans les six mois de réviser le programme du parti et de l'adapter à la situation présente ;

— Une motion d'orientation fixant clairement les options faites au moins sur les cinq points cités.

Que l'ensemble de ces questions soit lié, c'est l'évidence. C'est donc sur l'ensemble que doit être désignée et mandatée, la prochaine direction du parti. □

Conférence de Stockholm

Prague et nous

La Tchécoslovaquie est aujourd'hui un pays occupé par une puissance étrangère, c'est-à-dire un pays limité dans ses possibilités d'auto-détermination tant vers l'intérieur que vers l'extérieur.

On doit remarquer que l'intervention des cinq n'a été marquée par aucune volonté affirmée d'oppression nationale et que pour une large part les motivations avancées faisaient référence à l'internationalisme.

En d'autres termes l'affaire tchécoslovaque doit être saisie comme la résultante d'affrontements internationaux complexes, et non comme la manifestation d'un duel singulier entre la grande Russie et la petite Tchécoslovaquie. Est-ce à dire qu'il faut alors accepter l'argumentation selon laquelle l'intervention aurait eu lieu pour empêcher une pénétration économico-stratégique de l'Allemagne de l'Ouest dans un des pays-clés du Pacte de Varsovie ? Bien évidemment non. Rappelons-le, la Tchécoslovaquie commerçait moins avec l'Allemagne de Bonn que l'U.R.S.S., la Roumanie, la Pologne, la R.D.A. avant le 21 août 1968. Signalons par ailleurs que les troupes soviétiques stationnées maintenant en Tchécoslovaquie ne le sont pas le long de la frontière avec la République Fédérale allemande, mais bien au cœur même du pays, près des centres nerveux du pouvoir. Par contre l'armée tchécoslovaque garde effectivement cette frontière occidentale qu'on disait si mal défendue avant le mois d'août dernier. Tout cela suffit à réfuter les légendes sur le danger immédiat encouru par le camp « socialiste » européen.

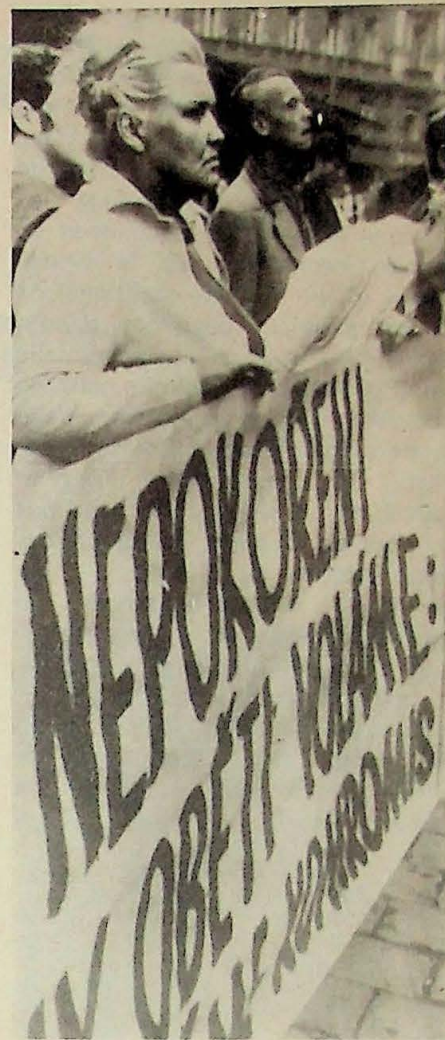
Désagrégation

La seule explication véritablement rationnelle est que l'évolution politique et sociale de la Tchécoslovaquie faisait courir d'énormes dangers au système est-européen édifié par les dirigeants soviétiques après 1948. Sur le plan stratégique se dessinait un bloc Roumanie-Tchécoslovaquie - Hongrie - Yougoslavie susceptible d'exercer une influence désagrégatrice sur les autres démocraties populaires, et à terme sur le système du pouvoir en Union Soviétique même. Par conséquent c'est un réflexe

de défense sociale qui est à l'origine de l'intervention. Les dirigeants soviétiques ont en effet voulu défendre un système social basé sur l'impuissance politique de la classe ouvrière et sur l'omnipotence apparente de la bureaucratie d'Etat agissant comme un substitut du prolétariat face aux forces bourgeoises internes et externes, et comme un substitut de la bourgeoisie face aux aspirations socialistes des travailleurs. En termes simples et brutaux, il s'agit d'une agression dictée par une réaction conservatrice de crainte devant la politisation des masses tchécoslovaques et par contre-coup des masses des autres pays du camp.

Que tel soit bien l'arrière-plan de l'action commencée le 21 août est démontré par la politique suivie par les dirigeants soviétiques depuis 1945 en Europe de l'Est. Entre 1945 et 1948, ils se préoccupent surtout d'empêcher des développements révolutionnaires autonomes dans les pays occupés par l'Armée rouge. Après 1948, au moment où la bourgeoisie est pratiquement réduite à l'impuissance, ils commencent à organiser un système policier international à leur dévotion, dont le but est de contrôler les différents partis communistes nationaux. A partir de 1950 les procès Rajk, Kostov, Slansky, essayent d'inculquer aux dirigeants des démocraties populaires la crainte de toute initiative et le respect absolu des décisions soviétiques. Toutes proportions gardées, il s'agit déjà d'interventions de l'Etat soviétique contre le mouvement ouvrier de ces pays. Par la suite les interventions militaires à Berlin en 1953, en Hongrie en 1956 (quel que soit par ailleurs le jugement porté sur les mouvements en question) sont venues démontrer que le recours à la force militaire était un prolongement logique de ces méthodes policières conspiratives.

Cette méfiance agressive à l'égard de tout ce qui est suspect de tiédeur face aux impératifs de la raison d'Etat bureaucratique se retrouve d'ailleurs avant la deuxième guerre mondiale. La liquidation d'une grande partie des cadres des P.C. allemand, polonais, yougoslave, etc. à Moscou à partir de 1937, une des grandes tragédies du mouvement ouvrier



A.F.P.

international, révèle la même crainte devant des forces socialistes indépendantes ou susceptibles de le devenir. En réalité pour les dirigeants soviétiques, engagés depuis la mort de Lénine sur une voie nationaliste, la III^e Internationale ne représentait plus qu'un instrument diplomatique et un alibi à usage intérieur. Fondamentalement ils abhorraient les aspirations révolutionnaires latentes dans la plupart des partis. De ce point de vue l'extrême réserve avec laquelle ils accueillirent les révolutions yougoslave, chinoise, vietnamienne, cubaine (menées à bien contre leurs avis) est significative. Au-delà de l'affaiblissement immédiat de l'impérialisme qui renforçait leur propre position diplomatique, ils voyaient poindre la contamination révolutionnaire pour leur propre système (repolitisation de la classe ouvrière soviétique).

Le vrai sens

On voit par là que l'affrontement qui se déroule entre Prague et Moscou, n'est pas un affrontement secondaire, n'est pas réductible à une lutte entre deux groupes communistes dirigeants. En fait, dans cet épisode, le sort de l'équipe Dubcek est tout-à-fait secondaire (qu'elle s'adapte encore plus à la pression soviétique ou qu'elle s'en aille), car ce qui est important, c'est l'affrontement entre les travailleurs tchécoslovaques cherchant à instaurer leur hégémonie politique et sociale et les dirigeants soviétiques (appuyés par une partie de la bureaucratie tchécoslovaque) cherchant à les en empêcher et à les rejeter dans l'apolitisme

et l'atomisation sociale. A l'évidence la bataille ne peut se dérouler sur le seul terrain tchécoslovaque, elle concerne tout autant les travailleurs soviétiques, polonais, hongrois, etc. En même temps elle ne peut laisser indifférents les communistes et les socialistes du monde capitaliste, car la renaissance d'une activité politique de classe dans les pays non capitalistes est une condition essentielle de la politisation révolutionnaire en occident et dans ce qu'on appelle le tiers monde. En effet les rapports de subordination permanente, de passivité de la base par rapport au sommet, devenus caractéristiques du P.C. de l'Union Soviétique, ont eu tendance à se reproduire dans les partis communistes non au pouvoir, en substituant à l'activité révolutionnaire consciente l'attente messianique des succès de la politique définie par le sommet. De cette façon les manœuvres bureaucratiques, l'opportunisme pouvaient fleurir même dans une atmosphère de durs combats contre le capitalisme, et au bout d'un long processus de glissements successifs l'orientation stratégique de nombreux P.C. finissait par se réduire à l'attente des succès du « camp socialiste » et à la pratique parlementaire. C'est tout cela que le combat des ouvriers et des étudiants de Tchécoslovaquie remet en question. Il n'y a plus d'Etat-guide, de modèle de socialisme, il n'y a même plus de voie nationale vers la libéralisation (le modèle de socialisme à visage humain de Dubcek), mais la dure nécessité de mener à son terme le processus révolutionnaire commencé avec l'éviction de la bourgeoisie

Face à cette réalité, les révolutionnaires du monde capitaliste sont conduits, s'ils ont l'esprit rigoureux, à remettre eux-mêmes en question un certain nombre de thèmes-miracles auxquels ils se sont raccrochés pendant des années avec l'espoir que cela permettrait d'éviter les problèmes fondamentaux de l'internationalisme d'aujourd'hui : thèmes du polycentrisme, des voies purement nationales, de la déstalinisation progressive et sans douleur. Aujourd'hui la solidarité avec la lutte des travailleurs et des étudiants de Tchécoslovaquie est pour eux partie intégrante de leur propre processus de régénération politique comme l'a été et l'est toujours la solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. □

Extraits de l'intervention de J.-M. Vincent à la conférence de Stockholm sur la Tchécoslovaquie.

L'avenir socialiste du Moyen-Orient

Jean-Marie Vincent

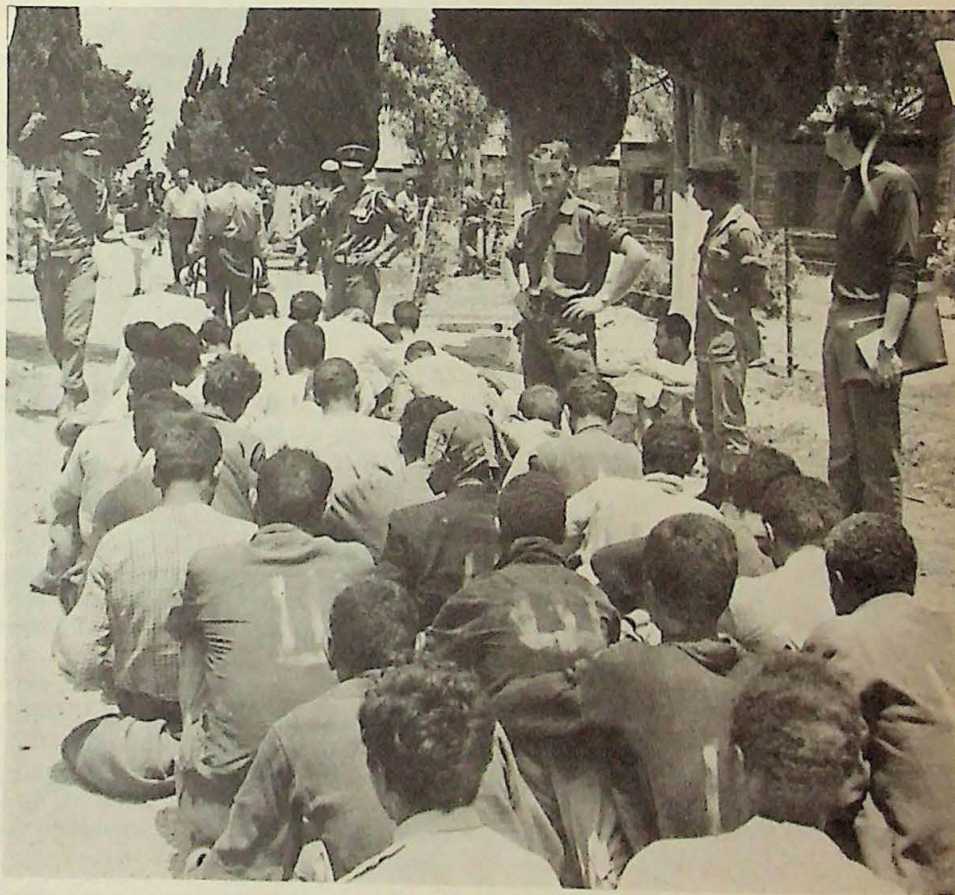
L'article du camarade Manuel Bridier sur le Moyen-Orient dans T.S. du 27 février 1969 exprime sur la crise palestinienne un point de vue que l'on peut considérer à la fois comme dépassé, utopique et dangereux. Dépassé, parce qu'il se réfère à des vues qui ne tiennent pas suffisamment compte de l'évolution rapide de la Résistance palestinienne dans ses différentes composantes. Utopique, parce qu'il fait fond sur un partage territorial que personne n'a intérêt à accepter dans les modalités qu'il propose (Dayan, à un certain moment, il est vrai, avait envisagé cette idée mais sous la forme d'un protectorat israélien sur un Etat palestinien crouppion et économiquement non viable). Dangereux, parce que Manuel Bridier, pour donner une plausibilité à son hypothèse du partage-étape intermédiaire, est obligé de faire une référence positive aux pressions extérieures (U.R.S.S., Etats-Unis, France, Grande-Bretagne ?) et de réintroduire dans le circuit les Etats arabes non palestiniens, sans compter l'O.N.U. dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle peut difficilement être l'instrument d'une politique progressiste dans les circonstances actuelles.

Mais revenons en arrière sur ces différents points. Manuel Bridier nous dit que toutes les guerres d'indépendance nationale ne sont pas des guerres révolutionnaires. Certes. Pourtant, de cette affirmation évidente, il n'a pas le droit de conclure que la guerre nationale du peuple palestinien ne peut pas se transformer en lutte révolutionnaire. Les Palestiniens sont composés en majorité de dépossédés, de chômeurs qui ne peuvent avoir un attachement particulier pour le mode de vie ou les valeurs bourgeoises. Bien entendu, cela ne veut pas dire que les idées socialistes triompheront automatiquement dans les diverses organisations et encore moins dans l'ensemble du mouvement. Mais comment ne pas voir que les Palestiniens se sont montrés jusqu'à présent beaucoup plus réceptifs aux conceptions du socialisme scientifique que les autres peuples arabes, et comment ignorer l'influence qu'exerce sur eux la lutte du peuple vietnamien ? Il ne s'agit pas d'accepter à l'avance toutes les positions tactiques qu'ils pourraient prendre, mais de reconnaître que leur lutte de libération nationale et sociale est progressiste et représente le seul moyen de mettre fin à la tutelle des grandes puissances sur cette partie du monde par Etats interposés. Le devoir du mouvement ouvrier international est de la soutenir, afin de faciliter l'évolution socialiste des organisations palestiniennes ; il ne peut être d'échafauder des combinaisons diplomatiques compliquées afin d'esquiver des choix douloureux.

Dans notre parti, il y a de très

anciennes sympathies pour le sionisme d'extrême gauche, sympathies qui remontent souvent à la période de la lutte contre le nazisme en Europe. Mais cela doit-il nous amener à fermer les yeux sur la réalité de la politique de l'Etat d'Israël ? Depuis sa fondation, celui-ci s'est laissé enfermer dans un cercle vicieux : son caractère exclusivement sioniste et fermé (les différentes discriminations anti-arabes) l'empêchait d'intégrer les Palestiniens et l'opposition qu'il rencontrait en retour le conduisait à mener une politique de sécurité militaire (conquêtes successives). Aujourd'hui, il n'en va pas autrement et l'on peut même affirmer que la tendance à ne se fier qu'à la puissance et aux conquêtes

Israéliens acceptaient ce partage comme un transition vers un Etat bi-national, mais dans de cas, il faudrait supposer un tel bouleversement du rapport des forces sociales et politiques en Israël qu'on ne voit pas pourquoi ne pourrait pas être posé directement, sans étape, le problème d'un Etat bi-national ou fédéral. Tout cela, en fait, nous conduit à oublier une tâche essentielle, celle qui consiste à pousser les organisations de l'extrême gauche israélienne à rompre avec le nationalisme sioniste, avec la solidarité qui les lie au détriment de la lutte des classes avec les Dayan, les Shimon Peres, les Menahem Beghin et autres représentants de la bourgeoisie israélienne.



militaires n'a fait que s'aggraver (voir les protestations soulevées en Israël lorsque Levi Eshkol a proposé dans une interview l'évacuation de la Cisjordanie). En outre, il est clair que les gouvernants d'Israël se sont fixés comme but l'annihilation du mouvement palestinien, soit par la voie militaire, soit par la voie plus indirecte des pressions sur les Etats arabes afin que ceux-ci se chargent de la besogne. On voit mal dans ce contexte ce qui pourrait amener l'Etat israélien à accepter la perspective d'un partage qui s'il n'aboutissait pas à la création d'un satellite serait uniquement le point de départ d'une nouvelle lutte armée. Manuel Bridier pourrait évidemment rétorquer que les choses pourraient se passer autrement si les

Mais cette politique de l'étape intermédiaire n'est pas seulement utopique et génératrice d'équivoques pour le mouvement ouvrier, elle est aussi très dangereuse comme nous l'avons déjà dit. En effet, elle entre dans le jeu du concert des grandes puissances (et de leurs protégés), dont les sympathies pour le mouvement palestinien sont très mitigées et dont la préoccupation principale est de garder des bases d'interventions dans cette partie du monde. Pour elles, le mouvement palestinien ne doit pas être autre chose qu'un pion manipulable dans la préparation d'un grand marchandage. En reconnaissant même partiellement le bien-fondé de leurs orientations (résolution de novembre 1967 à l'O.N.U., memorandum sovié-

tique, déclarations de Nixon et de Gaulle sur le Moyen-Orient), on participe donc indirectement aux pressions qui s'exercent sur les organisations palestiniennes pour qu'elles se prêtent à des solutions bâtarde qui ne résoudre rien d'essentiel, mais ôteront aux peuples de cette région du monde une grande partie de leurs moyens d'action. En d'autres termes, les raisons fondamentales des antagonismes entre Israël et les Etats arabes subsisteraient et avec elles les possibilités de leur utilisation par les Grands. Dans tout cela, le socialisme ne pourrait être que perdant au profit de la politique des sphères d'influence.

Manuel Bridier, il est vrai, avance un argument qui paraît avoir du poids contre la perspective de la guerre populaire palestinienne; celui du pourrissement et du renforcement du militarisme en Israël. A court terme, cela ne paraît pas discutable (les faucons se renforcent) mais comment ne

voit-il pas que l'assise fondamentale de la politique militaire israélienne — les coups de boutoir contre les Etats voisins — commence à perdre son sens.

Une attaque contre l'Egypte, ou contre la Syrie et la Jordanie est toujours possible, mais à moins d'une occupation indéfinie qui excéderait les capacités israéliennes, on ne voit pas ce qu'elle changerait à l'attitude et aux possibilités réelles des Palestiniens une fois passés les premiers temps de l'offensive. De ce fait, le militarisme israélien peut assez vite être confronté à une guerre coloniale quasi classique sur laquelle il se cassera les dents. A partir de là, énormément de choses pourront changer. L'entente des peuples palestiniens et israéliens pour libérer le Moyen-Orient de l'impérialisme pourra devenir la donnée fondamentale de la situation. □

Diplomatie de tartufes

Henri Beley

Pour ne jamais oublier que nous vivons dans un monde de pantins sérieux, il suffit de lire les journaux tous les jours. Mais les vagues de l'activité ont leurs creux et leurs crêtes, et quand ces crêtes dépassent la cote d'alerte, l'agitation des pantins augmente dans la même proportion: c'est alors un festival de gesticulations et de pantalonades. Il suffit que débarque un personnage sans âme, prompt à lever ses bras en « V » avec un sourire Colgate, pour faire perdre à nos observateurs grand-guignolesques le peu de raison qui leur reste et estomper les rares souvenirs que la passion de l'événement n'avait pas encore complètement effacés de leur cerveau.

On les voit ainsi s'extasier sur le « ton chaleureux » de telle ou telle tartuferie et s'interroger, le front plissé, sur la signification de telle ou telle pitrerie verbale. On les voit accepter avec une parfaite sérénité, sans manifester la moindre stupeur (comme si cela allait de soi!) non seulement les effarantes flatteries, dignes de maître Renard, que Nixon a prodiguées à son « illustre interlocuteur », mais aussi l'hommage ahurissant rendu par de Gaulle à un homme dont ces mêmes observateurs, aujourd'hui amnésiques, rappelaient pourtant, il y a quelques mois, l'écoeürant passé politique. Loin de manifester ne fût-ce qu'un haussement d'épaules, on les voit au contraire, ces sérieux commentateurs, ces « spécialistes » de la politique internationale, applaudir à la « bonne entente » de deux hommes qui, comme par magie, cessent d'être des personnages officiels et les représentants d'intérêts concrets, pour devenir deux âmes quasiment sublimes en quête de Paix Universelle, deux nouveaux Moïse que rapprocherait « la communauté profonde d'un certain idéal humain », deux géants parmi les hommes qui chercheraient moins « à se convaincre » qu'« à se comprendre », laissant d'abord parler leur cœur et se prêtant à de « touchantes manifestations de compréhension mutuelle » !...

Dans quel monde de fous vivons-nous donc ? Comment des adultes (qui ont, au surplus, une si haute idée de leur responsabi-

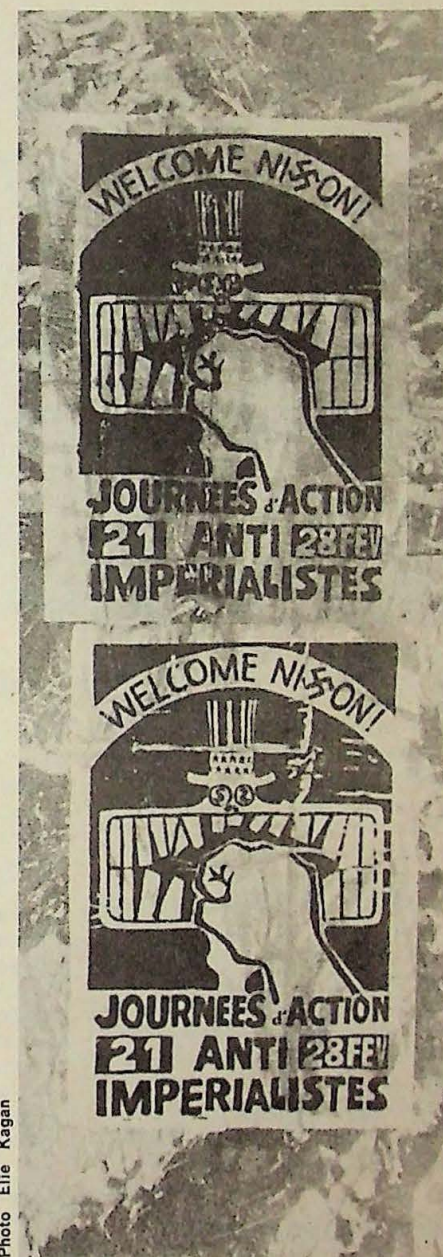


Photo Elie Kagan

té journalistique et de leur sens des nuances !) peuvent-ils participer à un jeu aussi futile, aussi dérisoire, aux règles tellement infantiles ? La réponse à cette question n'est guère difficile à trouver : ce monde est le leur, ils s'y sentent à l'aise, et pour le perpétuer ils sont prêts à tout, même à se couvrir de ridicule.

Mais derrière ce théâtre d'ombres filiformes, il se trouve heureusement un nombre croissant de « contestataires » (comme les qualifient si joliment nos lécheurs de sucre d'orge), pour manifester leur opposition intransigeante et radicale à tous les carnivals de notre société croulante. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS OUVRIERES

— LA REDUCTION DU TEMPS DU TRAVAIL (J.-L. Bodiguel) 26,00

EDITIONS DU SEUIL

— LA C.G.T. (André Barjonet) 4,50
 — COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE 15,00
 — LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel) 7,50
 — LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine) 21,00
 — LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz) 16,00
 — LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral) 6,00

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) .. 15,00
 — MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov) 15,00
 — LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) .. 20,00

EDITIONS MASPERO

— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)
 Tome I 6,15
 Tome II 6,15
 — A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)
 Tome I 6,15
 Tome II 6,15
 — MAI 68, UNE REPETITION GENERALE (Bensaïd et Weber) 8,90
 — PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Bettelheim) 6,15
 — ECONOMIE POLITIQUE DE LA CROISSANCE (Baran) 24,65

EDITIONS JULLIARD

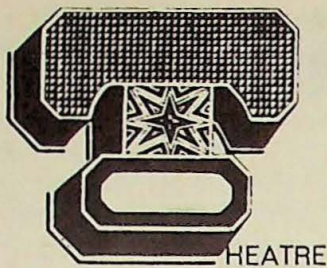
— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville) 20,70

EDITIONS SOCIALES

— LE MANIFESTE de Marx et Engels 2,10
 — LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE (Engels) 3,65
 — L'IDEOLOGIE ALLEMANDE (Marx et Engels) 3,65
 — LA GUERRE CIVILE EN FRANCE - 1871 (Marx) 3,65
 — L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME (Lénine) .. 3,00



LIBRAIRIE
 TRIBUNE SOCIALISTE
 54, boulevard Garibaldi
 Paris-15° C.C.P. 58 26 65



Lyon : l'affaire du théâtre du 8^e

Le Théâtre du Huitième est aujourd'hui mis en cause, à Lyon. Après quelques mois d'une expérience concluante et ratifiée par un large public, ce théâtre devra-t-il fermer, faute de crédits ? Le 3 février, à la réunion d'information organisée par le Comité d'animation du Théâtre, Marcel Maréchal et Jean Sourbier, co-directeurs, ont fait le point sur la situation devant les responsables des collectivités auxquels s'étaient joints de nombreux spectateurs.

Maréchal a rappelé que l'activité du théâtre, pendant ces quatre premiers mois a été celle d'un véritable Centre dramatique national : deux créations par la Compagnie du Cothurne, « la Poupée » d'Audiberti et « Dom Juan » coproduit par Cothurne et Sartrouville, de nombreux spectacles invités, des concerts, des variétés, des projections de films par le Ciné-Club Premier Plan, des spectacles du Théâtre des Jeunes Années et ateliers culturels pour enfants. Il a donné des chiffres : « 14.793 abonnements dont 4.202 de moins de dix-huit ans, 9.809 d'abonnés de collectivités, 782 individuels. La première partie de la saison (d'octobre à janvier compris) s'est achevée avec 77 jours d'activités, 92 manifestations et 61.943 spectateurs dont 6.516 jeunes enfants de 5 à 12 ans ».

Les subventions de l'Etat

Mais alors qu'un Centre dramatique national - Comédie de Saint-Etienne, Compagnie du Théâtre de la Cité, Théâtre de Bourgogne - reçoit 150 à 180 millions d'A.F. des Affaires culturelles, les directeurs de la Compagnie du Cothurne, qui sont d'ailleurs directeurs d'un théâtre municipal et sont de ce fait soumis à un statut particulier, n'en reçoivent que les subventions d'une troupe permanente de décentralisation, soit 24 millions d'A.F. en 1968. Cette somme qui devait être fortement augmentée en 69 — 80 millions d'A.F. leur avait-on fait espérer — n'a été portée qu'à 45 millions. Selon les der-

nières promesses, elle doit atteindre 65 millions.

Les raisons, Maréchal les voit dans la diminution des crédits du ministère des Affaires culturelles — 42 % au lieu de 43 % en 68 — mais aussi dans la disparité injustifiée qui subsiste, d'une part entre les établissements nationaux parisiens et d'autre part, entre ces établissements de banlieue et de province. En mai et juin 1968, les directeurs des Théâtres populaires et des Maisons de la Culture réunis à Villeurbanne, avaient dénoncé dans leur communiqué cette disparité contraire à toute véritable politique de décentralisation.

...et celles de la Mairie

En ce qui concerne les sommes affectées par la municipalité au fonctionnement de ses trois théâtres dans le budget 69, les Lyonnais ont pu apprendre par le Progrès du 28 janvier qu'elles étaient de 747 millions pour l'Opéra et de 211 pour les Célestins, les deux théâtres en régie, de 21 millions pour le Huitième. L'on peut dire, avec Maréchal, que « compte tenu de l'importance du public de l'Opéra et des Célestins, l'aide de la ville est de 79 F par spectateur pour l'Opéra, de 18 pour celui des Célestins, de 5 environ pour celui du Huitième ».

Or, il avait été entendu que la participation de la ville serait réévaluée en cas de succès (cf. déclaration de M. Pradel devant la Commission des Théâtres, le 29 avril 1968). Le succès est venu, non pas l'argent. Et M. Pradel, dans la séance du Conseil municipal du 27 janvier, consacrée au vote du budget 69, a déclaré : « J'avais proposé la régie directe à M. Maréchal l'année dernière en me rendant compte qu'il ne pourrait s'en sortir autrement. Pour ne pas perdre la subvention de 24 millions promise par les Affaires culturelles, M. Maréchal a préféré la concession. Or, nous n'avons ni contrôle des spectacles, ni contrôle financier. Nous ne pou-

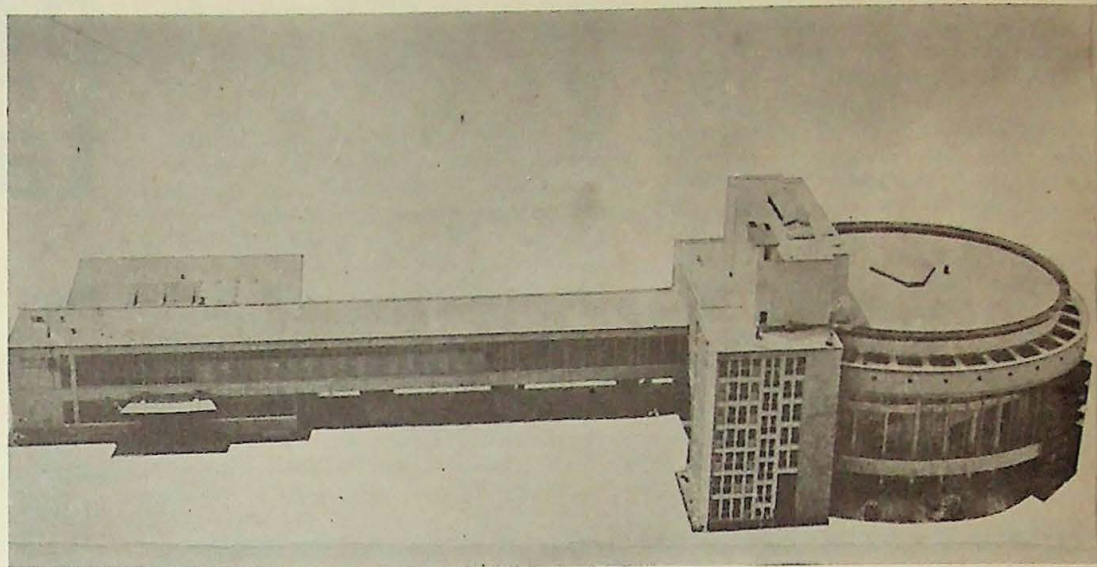
vons donner de l'argent sans avoir le contrôle de cet argent » (Progrès du 28 janvier).

Contrôle : voilà le mot. Le contrôle financier, la direction du théâtre n'y a jamais, cela va de soi, été opposée, à condition qu'il s'agisse d'un contrôle a posteriori. Le contrôle ne peut intervenir au niveau des décisions elles-mêmes, en l'occurrence au niveau de la création, au niveau des spectacles. Il est clair en effet que le statut qui doit lier une compagnie dramatique aux collectivités locales ou nationales doit obligatoirement garantir son autonomie vis-à-vis des pouvoirs quels qu'ils soient, Etat ou municipalité. La liberté d'action culturelle est autant l'exigence d'un public que celle d'une troupe. La démocratie en ce domaine ne repose pas sur l'exploitation démagogique ou à des fins électorales des goûts supposés des spectateurs.

Le Comité d'animation du Théâtre, représentant les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., les Comités d'entreprise, les Associations culturelles, les Mouvements de jeunes et d'Education populaire, les Collectivités de lycéens, d'étudiants et d'enseignants a, devant cette situation, décidé d'intervenir immédiatement auprès du ministère des Affaires culturelles et de la municipalité. Il a rédigé un tract, distribué en fin de représentation, le 18 janvier. Lettres de protestation et pétitions ont rapidement répondu. Le 3 février, il a réuni les représentants des collectivités et leur a remis, en vue d'une large campagne d'information un dossier très complet sur les difficultés financières du théâtre. Ce n'est que sur un rapport de force favorable au Huitième que pourra évoluer favorablement la discussion engagée avec les « autorités de tutelle » municipales et nationales.

Marie Bellour

(Extrait du «Front socialiste-journal PSU du Rhône»)



Extraits de la pétition

La Compagnie du Cothurne assure qu'elle mettra tout en œuvre pour que les 15.000 abonnés et le nombreux public qui lui ont fait confiance, ne soient pas lésés et pour que l'équipe qu'elle anime reprenne son activité dès que les moyens financiers lui en seront donnés au niveau suffisant.

Réunis le mardi 25 février 1969, le Comité d'animation et le Conseil culturel ont décidé :

— l'organisation d'une campagne de 100.000 signatures afin de faire entendre la voix des jeunes et des salariés menacés d'être privés du théâtre qu'ils se sont donné ;

— l'appel aux syndicats, associations de quartier, groupements culturels, mouvement de jeunes et d'éducation populaire, comités d'entreprise, enseignants, étudiants et lycéens pour agir directement sous toutes les formes appropriées auprès des pouvoirs publics et de l'opinion.

Le Conseil culturel rappelle la vocation première du Théâtre du Huitième qui est celle d'un théâtre populaire ouvert à un très large public notamment, aux travailleurs, aux étudiants, aux lycéens qui en constituent les partenaires naturels.

Le Conseil culturel voit dans cette entreprise une œuvre de réflexion commune, qui a associé l'équipe du Cothurne et le Comité d'animation du théâtre, émanation du Conseil culturel dans lequel sont représentées toutes les forces vives de l'action culturelle à Lyon et dans sa région.

Le Conseil culturel fait remarquer que le dialogue ouvert avec la population par l'inter-

médiaire de mandants qualifiés constitue une solution culturelle exemplaire.

Il regrette en conséquence que la Compagnie du Cothurne ne reçoive pas l'aide nécessaire des pouvoirs publics, tout en préservant son indépendance artistique, qui est une nécessité pour elle mais aussi un droit pour le public.

CAMPAGNE DES 100.000 SIGNATURES

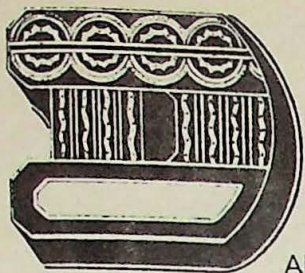
Les SIGNATAIRES

— **S'INDIGNENT** du sort fait à ce théâtre populaire, qui, en pleine saison et alors que ses salles sont comblées chaque soir, se voit contraint de suspendre des activités faute d'une assistance financière suffisante de la part des pouvoirs publics (Etat, municipalité, Conseil général),

— **REFUSENT** comme solution à cette crise financière l'augmentation du prix des places, solution qui lèserait en premier les jeunes et les travailleurs et qui ne résoudrait en rien les problèmes financiers du théâtre,

— **DEMANDENT** aux autorités municipales et nationales d'accorder dans les plus brefs délais, les subventions nécessaires à la bonne marche de ce service public, ouvert à tous, tout en sauvegardant son indépendance artistique (liberté de création et d'action culturelle) qui est une nécessité pour le créateur mais aussi un droit pour le public.

Pétitions à adresser au **COMITE D'ANIMATION - Théâtre du Huitième, 8, avenue J.-Mermoz - LYON (8^e).**



ANSE

Ballets basques Etorki

Le peuple noble

Interview de Philippe Oyhamburu

Les Ballets et Chœurs Basques Etorki de Saint-Jean-de-Luz présentent un nouveau spectacle à Paris, du 7 au 16 mars, au Théâtre de la Musique (ancienne Gaieté Lyrique).

En soi cette information risque de ne toucher que le petit monde des amateurs de ballets qui n'ignorent certes pas que Etorki est la seule Compagnie de ballets folkloriques, ou plus exactement populaires, qui née en France, ait acquis une réputation internationale.

Curieux paradoxe. Alors que d'évidence Etorki devrait être compris et soutenu par le public le plus vaste, seuls des initiés en affirment la valeur et l'étonnante richesse. Le public qui lui revient l'ignore encore en France. Car il est entendu que les danses russes, ou hongroises, ou espagnoles, ont comme on dit « un public »,

mais que par contre un art populaire comme celui qui existe et se développe en Pays Basque, ne mérite qu'un intérêt limité. Du bout des lèvres. Du bout du cœur.

Nous ne sommes pas de ceux-là. Depuis des années, nous connaissons l'animateur d'Etorki, Philippe Oyhamburu. Nous avons participé à quelques-unes de ses batailles, pour imposer son spectacle aux circuits commerciaux, comme aux « organisations démocratiques ». Dans les deux cas, la bataille fut rude.

Au point qu'on le crût disparu. Or le voici prêt à une nouvelle aventure. Dictée par une expérience de dix ans.

C'est sur elle que nous interrogeons Philippe Oyhamburu.

Marc Echeverry.

T.S. — Pourquoi ce spectacle maintenant à Paris, et qu'en attendez-vous ?

R. — Pendant près de dix ans j'ai baladé à travers l'Europe mon premier spectacle, dans lequel je présentais les danses et les chants populaires du Pays Basque, dont j'ai la faiblesse de penser qu'ils constituent l'une des sources les plus riches existant en Europe, d'un art populaire profondément ancré, au point d'être bien autre chose qu'une tradition : en fait une culture, ou tout au moins un certain nombre de moyens d'expression, profondément vivants.

Pendant dix ans, j'ai appris les lois du spectacle. Confronté mes expériences avec celles d'autres chorégraphes, qui avaient eu à traiter une matière de même ordre. Essayé de communiquer à des publics très divers l'émotion qui est la nôtre. Essayé surtout de partager.

Et tout cela se faisait au travers de mutations. En quelque sorte, j'ai senti un jour que la matière même du spectacle, me devenait étrangère. Ou plus exactement que je ne l'envisageais plus précisément que comme un spectacle, avec tant

d'effets, de jeux de lumières, de découpages musicaux.

Alors, j'ai su qu'il me fallait revenir aux sources, respirer, regarder, me laisser envahir par ce dont je m'inspire.

T.S. — Mais encore, pourquoi de nouveau un spectacle ?

R. — Il m'a suffi de quelques mois pour me rendre compte que je n'avais pas perdu pied. Mieux : pour réaliser, non seulement que l'inventaire était loin d'être accompli, et que je pouvais greffer plus naturellement qu'autrefois ce que j'avais appris sur les techniques du spectacle, par rapport à l'art populaire, dont je me veux modestement, mais authentiquement l'interprète.

Il m'a fallu quelques autres mois pour parfaire mes projets et mes ambitions. Je ne vous cache pas, que je suis sur ce point moins satisfait. Entre le spectacle rêvé, et le spectacle réalisé, il y a toujours un monde.

Mais il n'y a pas d'effort sans sanction. A partir du jour où j'ai décidé de monter de nouveaux ballets basques, de nouveaux chœurs, il me fallait aller jusqu'au bout.

J'espère que je ne me suis pas trompé.

T.S. — Votre spectacle représente-t-il donc de tels risques ?

R. — Si l'on parle en termes matériels, ils sont énormes. Sans subventions, avec une aide limitée de quelques amis, il m'a bien fallu improviser. Ce qui veut dire, tout risquer avec les décorateurs, les musiciens,



les artistes. Tout risquer en faisant le nécessaire. J'ai horreur d'une certaine pauvreté excusée. Le peuple n'est pas pauvre quand il manifeste sa joie. Ses costumes sont beaux, et durables. A quelques moments



notre spectacle est somptueux. Comme l'est un spectacle en Gaule ou en Navarre.

Sur le plan esthétique, vous comprendrez que je ne veuille pas préjuger des avis qui ne manqueront pas d'être formulés. En conscience, j'ai essayé de retenir l'essentiel, et surtout de m'inspirer de toute la réalité populaire basque : historique et moderne. Un peuple qui vit, sait être tragique ou drôle. Il faut en montrer tous les aspects. C'est ce que nous avons essayé de réaliser.

T.S. — A quel public vous adressez-vous ?

R. — Je dois dire que d'une certaine manière cette question m'irrite. Depuis des années je me bats pour trouver le contact avec le grand public populaire, qui devrait être directement sensible à ce que nous lui montrons. Depuis des années, je rêve comme tout un chacun des circuits parallèles, hors du commerce, qui nous permettraient de créer ce contact. Mais enfin, quand il s'agit de créer ces spectacles que les uns ou les autres souhaitent, il me semble qu'à ces moments on songe plus à Mireille Mathieu ou aux ballets de l'Opéra pour remplir les prosceniums qu'à tous ceux. Nous sommes loin d'être seuls, qui ont une tout autre idée du spectacle populaire.

Mon paradoxe, c'est d'être reconnu par les paysans bas-

ques de Sarre, et apprécié par les balletomanes distingués de Paris. Entre, le hiatus est grand. En France. Ailleurs, nous sommes exotiques, et même à l'intérieur du circuit commercial, nous devenons comme on dit « rentables ».

T.S. — Il n'y a donc rien à faire ?

R. — Tout au contraire, mais cela ne nous appartient pas ou du moins pas tous seuls. Il me semble, en tout cas, que les organisations populaires ont quelques responsabilités en la matière. Quitte à nous répéter si ce que nous faisons n'est pas bon.

T.S. — Accepteriez-vous aisément leur jugement ?

R. — Etre au service d'un art populaire donné — en l'occurrence le basque — cela représente beaucoup d'humilité par rapport au sujet dont on s'inspire. J'ai souvenir d'incroyables séances où j'apprenais des airs ou des pas de danse soudain ressurgis ou renouvelés.

Mettre en scène l'art populaire, c'est jeter sur lui un regard. Si le regard est fraternel, je crois qu'on en rend sensible la beauté. S'il n'est qu'élément de spectacle ou d'attraction, alors il se dévoie, et le but est possible.

C'est cela le véritable cri-tère. □

Le métro conteste

Pierre Moulinier

C'est un jeu. Prenez un magazine très riche en publicité, dans le genre de *Elle*, de *l'Express* ou de *Paris-Match*. Choisissez une page en fonction de votre état d'esprit ou au hasard, mais c'est plus difficile, et efforcez-vous de retourner le message publicitaire contre lui-même par une surcharge : bulle dans la bouche d'un personnage, mot ou phrase qui modifie les mots ou les phrases utilisés dans le placard, identité nouvelle donnée aux acteurs ou à l'action représentés, dessin complémentaire, etc. Le plus inventif aura gagné... la croix de guerre aux slogans de la société de consommation.

C'est un jeu. Mais pourquoi ne serait-ce pas une des nombreuses méthodes d'éducation active que l'on pratique parfois à l'école dans le cadre de l'éducation civique et beaucoup dans les stages de formation d'animateurs de jeunesse et d'éducation populaire ? C'est un excellent moyen de former le sens critique des jeunes et d'en faire des citoyens conscients. Il y a longtemps que les mouvements de jeunesse apprennent à lire un journal. Pourquoi n'apprendraient-ils pas à lire une affiche ou un encart publicitaire ? La méthode de la surcharge permet non seulement une critique formelle du contenu, mais aussi un exercice d'expression écrite intéressant, surtout si l'on corse la difficulté en limitant le temps ou le nombre de mots à employer.

Une contre-publicité obsédante

Les Parisiens — mais peut-être aussi les provinciaux dans les rues de leur ville — savent que ce jeu se pratique beaucoup depuis la dernière rentrée scolaire dans les couloirs du métro. Qu'ils s'en amusent ou s'en irritent, c'est un fait qu'ils sont soumis à une contre-publicité aussi obsédante que la publicité et qui n'est guère plus tolérante ! Reconnaissons en tout cas que ces surcharges d'un nouveau style remplacent agréablement celles que le métro a toujours connues et qui sont l'expression d'un dévouement clandestin sur les magnifiques femmes ou hommes-objets qui nous sont livrés en pâture. Très curieusement, la contestation dans le métro a fait reculer les tristes coûts imaginaires au stylo-feutre. L'aliénation par l'érotisme publicitaire n'est plus manifestée par ses effets, mais exprimée dans ses causes. Qu'elle le soit crûment souvent, en utilisant le vocabulaire que l'on dit être celui des « corps de garde » n'ôte rien à la santé de ce transfert.

Les formes de cette critique du matraquage publicitaire sont très variables et appartiennent au talent plus ou moins réel de ses auteurs

anonymes. Il n'y a pas de recette, chaque affiche appelle un style particulier d'intervention : c'est le sujet qui commande. Le grand principe cependant est d'être court et d'imposer l'évidence, car les usagers du métro sont gens pressés (cette hâte est d'ailleurs souvent utilisée contre eux dans les graffiti : « Vite, vite, ton patron t'attend » ou encore l'immortel « Métro, boulot, dodo »). D'autre part, une affiche est vite recouverte : ici, on travaille dans le provisoire...

Certains auteurs de graffiti utilisent la répétition obsessionnelle de la même affiche dans de longs couloirs pour imposer leurs idées : matraquage au second degré ! D'autres utilisent de larges blancs pour écrire un pamphlet en plusieurs épisodes : valable pour les flâneurs qui utilisent le métro comme un musée.

A propos de blanc, il y a cette idée géniale de l'anonyme du métro Saint-Lazare qui a dessiné une large bulle dans la bouche d'un personnage et écrit dessous : « Bulle gratuite offerte par... » (le contenu de la bulle manquait d'imagination.)

Demain l'ennui

Pour le reste, il n'y a qu'à se laisser bercer par les quelques exemples que j'ai pu recueillir entre novembre et février au hasard de mes pérégrinations métropolitaines :

Le gros bébé de *Bébé-confort* : « Demain l'ennui » (Châtelet) ; « L'aliénation commence au berceau » (Odéon) ; « L'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué (Marx) » (Place d'Italie).

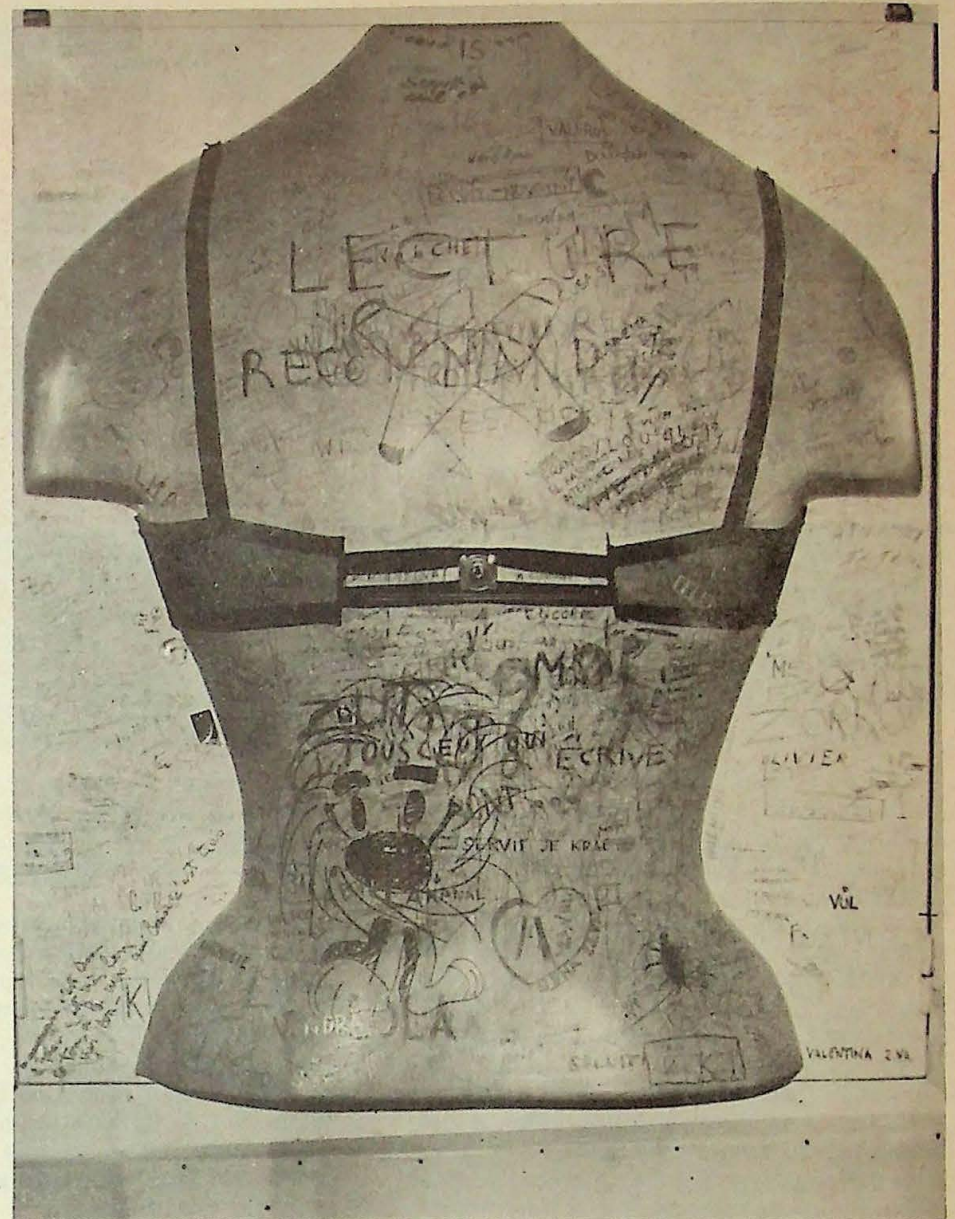
Les voiles *Plein-jour* (une atmosphère ouatée protégée par des rideaux confortables) : « Rien ne manque au confort de l'ennui » (Châtelet) ; « et dehors la révolution ; soyez-en » (Sèvres-Babylone).

Le collant *Mitoufle 16* avec la jolie fille assise « à l'indienne » : « Même si vous aimez vous assoir à l'indienne, il faut faire la Révolution » (Réaumur) ; « pour un peu de fric, je suis à vous » ; « tu es l'esclave, tu vends ton corps au capital » (1).

Esders, l'affaire du mois : « c'est l'occupation des usines et des facs » (Saint-Mandé).

Bélier laine (une jeune fille dort sous une couverture moelleuse) : « Moi je m'en fous, mon fric est en Suisse » (Sèvres-Babylone). « Ne dormez pas comme moi, faites la révolution » (Saint-Sulpice).

Le nouveau *Persil-machine* « ne débord pas » : « Faites comme lui. Obéissez à vos dirigeants » (Sèvres-Babylone).



Elie Kagan

Le vin *Chavaillon* : « Assomoir = robot » (Odéon).

Le vin *Nicolas* : « Saoulez-vous, vous oublierez de Gaulle » (Concorde) ; « Buvez, ne pensez pas. Abrutissement garanti ! » ; « La mort et l'oubli » (Châtelet).

La chaussure *Baranne* : « Prenez pas Baranne, prenez conscience » (Saint-Michel).

La cuiller « à pleine bouche » du yaourt *Chambourcy* : « Gobons tout, gobons tout, il n'y a aucune limite pour l'obésité ! »

Un aliment pour chiens et chats, « Nos maîtres ne le savent pas encore » : « de Gaulle sert la bourgeoisie » (Odéon).

Ecole d'informatique *Centi*, « Réussir » : « Marche, veau ».

Le baiser de l'enfant au veau *Elle et Vire* « J'ai voté UDR » (Sèvres-Babylone).

Le coq hurlant des réveils *Jaz* : « Halte aux cadences infernales ! » (Place d'Italie).

La chaîne du film « *La prisonnière* » de Clouzot : « Prolétaires, brisez les chaînes du capital » (Sèvres-Babylone).

L'ouvrage « La première guerre mondiale - 1 - De Serajevo à Verdun » (*Larousse*) : « Verdun est-il un cadeau ? », « De l'assassinat au massacre des peuples ».

Quelle énergie dans le sucre : « de Cuba » (Gare de l'Est).

Voici quelques exemples plus ou moins bons. Il ne m'a pas été donné de tout noter, et j'ai effectué un choix sans nul doute très subjectif. J'ai d'autre part écarté les réflexions qui pourraient choquer les lecteurs les plus pudiques de même que je n'ai pas tenu compte de tout ce qui n'a pas de rapport avec l'affiche qui sert de support et qui se rapporte souvent à l'actualité (Israël, Debré chez Franco, Nanterre, Nixon à Paris).

Comme au judo

Un nouveau genre de contestation est né dans le métro, cousin des graffiti de la Sorbonne et peut-être plus efficace encore. Il s'agit en effet d'attaquer la publicité par son point faible, en utilisant sa brutalité contre elle-même, comme au judo, en retournant comme des gants les mots et les images. La vulnérabilité de l'affiche publicitaire, c'est en effet d'être offerte, ouverte, nue et impudique. Elle ne séduit que si on la respecte. Habillée, elle perd la face. Elle ne connaît que l'offensive sans espoir de retour. Attaquée, elle ne peut se défendre. Support d'un message, l'affiche doit tout supporter.

Le support de la consommation devient facilement le support de la contestation. □

(1) Inscription reprise à satiété sur toute affiche montrant un beau spécimen de l'espèce humaine. A Sèvres-Babylone, sur l'une d'elles, un admirable « Cache-toi objet ! ».